EQUAL TIMES

Dossier spécial : Transition juste

QUEL AVENIR POUR LES BASSINS CHARBONNIERS ESPAGNOLS ? 4

AU BANGLADESH, LES TRAVAILLEURS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE 10

À PETITS PAS, LA TUNISIE EXPÉRIMENTE LA TRANSITION JUSTE 14

EN ÉCOSSE, LES SYNDICATS POUR UNE ACTION CLIMATIQUE AMBITIEUSE 19

L'ARGENTINE ABORDE LE TOURNANT DES ÉNERGIES 26

LES SYNDICATS DU SÉNÉGAL S'ORGANISENT ET PRENNENT LEUR PART 31

TRANSITION JUSTE : METTRE LA PLANÈTE, LES TRAVAILLEURS ET LES EMPLOIS AU PREMIER PLAN

> Partout, les syndicats se préoccupent des crises climatiques et sanitaires, de l'inégalité et de l'injustice.

Chencho et Neli travaillent comme guides touristiques de la mine de « Pozo Julia », (Fabero. Roberto Marín)

PARTOUT DANS LE MONDE, LES SYNDICATS LUTTENT POUR LE TRAVAIL DÉCENT SUR UNE PLANÈTE VIVANTE

SHARAN BURROW, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CSI

Le 26 juin 2019, une Journée mondiale d'action sur le lieu de travail, rassemblant plusieurs milliers de travailleurs, a été organisée dans 23 pays pour demander aux entreprises de créer des emplois à l'épreuve du climat.

Les syndicats sont en première ligne des problèmes auxquels est confronté notre monde aujourd'hui. Les inégalités de revenus et de richesses ont atteint des niveaux historiques, poussant les populations au désespoir, à la colère et à la révolte. Trop d'individus sont exclus de la prospérité économique mondiale en raison de leur race ou de leur genre.

Outre les inégalités, la convergence des crises qui ont précédé celle de la Covid-19 a notamment démontré notre incapacité à faire face à un modèle économique responsable de l'urgence climatique : 79 % de la population estime que les travailleurs devraient avoir le droit de connaître les mesures que prennent les entreprises pour créer des lieux de travail capables de s'adapter au changement climatique.

L'année 2021 est la première de la décennie au cours de laquelle il nous faudra stabiliser la planète, ou du moins éviter une forte escalade des conséquences dramatiques du changement climatique. Pour y arriver, nous devons réduire nos émissions mondiales d'au moins 45 %, ce qui implique une transition dans chaque secteur, tandis que nous restons également confrontés à l'énorme impact de la Covid-19.

Si la pandémie est principalement une crise sanitaire, elle est également le résultat de la dégradation de notre environnement causée par un dépassement des limites de notre planète.

Nous devons répondre à toutes ces crises, tout en nous attelant à garantir une reprise équitable.

Pour les travailleurs, cette reprise doit se baser sur un nouveau contrat social dont la priorité est la création d'emplois. Un grand nombre d'emplois décents et de qualité sont nécessaires pour compenser les pertes de revenus. L'Organisation internationale du Travail estime que l'équivalent de 500 millions d'emplois à temps plein ont été perdus en heures de travail en raison de la pandémie. Il nous faut une reprise basée sur un socle de droits humains et du travail et sur la protection de l'environnement. Une reprise offrant une protection sociale universelle permettant aux individus de résister aux crises futures. Si nous souhaitons protéger notre avenir, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur la problématique du climat et de l'emploi.

Un grand nombre de syndicats à travers le monde se sont engagés à relever ce défi. Voici quelques-uns de leurs témoignages inspirants. Au Bangladesh, plusieurs millions de familles ont vu leurs maisons emportées par les inondations et l'érosion des berges causées par l'élévation du niveau des océans, forçant les populations à migrer vers les centres urbains et à accepter, par pur désespoir, des conditions de travail extrêmes en échange de salaires indignes. Les syndicats du pays luttent pour protéger ces travailleurs, tout en faisant valoir leurs revendications en faveur d'une transition juste.

L'Argentine, même avant l'accord de Paris, était l'un des premiers pays à soutenir les revendications des syndicats visant à inclure la transition juste dans les négociations de la CCNUCC. Avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement progressiste cette année, les syndicats se sont vu offrir de nouvelles opportunités de participer aux discussions concernant les contributions déterminées au niveau national (CDN), en vue de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les syndicats font cela dans une perspective large et holistique, intégrant les revendications en lien avec la pauvreté énergétique, l'impact des industries extractives, la sécurité alimentaire, la démocratie et le travail informel. Ils le font aussi en collaboration avec les mouvements sociaux.

En Tunisie, les syndicats sont actifs sur un autre terrain de la transition juste : la transition énergétique entre les combustibles fossiles et les énergies renouvelables. Au travers de leur participation active, les syndicats tentent de maintenir la propriété publique du secteur énergétique, afin de protéger les intérêts des citoyens (travailleurs et consommateurs) dans le cadre de la transition vers les énergies renouvelables. Les syndicats soutiennent une coopérative dirigée par des travailleurs afin de promouvoir le développement d'une industrie locale qui puisse surmonter les défis liés au climat et à l'emploi.

Au Sénégal, face à l'impact significatif du changement climatique sur la fragile économie du pays, développer des réponses politiques efficaces s'est avéré difficile. Toutefois, les syndicats sénégalais intègrent la problématique du climat et de l'environnement à leur travail et s'engagent à renforcer leur capacité, à améliorer leur collaboration avec la société civile et à intensifier les pressions sur leur gouvernement pour faire progresser le programme en faveur d'une transition juste.

L'Espagne met actuellement en oeuvre l'un des plans globaux les plus ambitieux pour la transition juste. Avec la création de mécanismes de gouvernance appropriés, notamment un institut dédié à la transition juste, des projets sont mis en place pour l'élimination progressive du charbon et des énergies qui en sont extraites. Ce témoignage nous montre l'impact profond et, surtout, le message d'espoir qu'apportent les projets pour la transition juste dans les régions concernées. Les accords de transition régionaux jouent un rôle crucial pour la préservation de l'activité économique dans les anciennes zones d'exploitation du charbon. Venir en aide aux travailleurs qui ont perdu leur emploi est une priorité, tout comme le besoin urgent de fournir des emplois de qualité aux générations futures.

Enfin, il y a le cas de l'Écosse, où se tiendra la prochaine conférence sur le climat (COP26), à Glasgow, en novembre 2021. L'Écosse est porteuse de projets ambitieux pour la transition juste et dispose d'une commission multipartite chargée de conseiller le gouvernement dans ce cadre. L'avenir des travailleurs du secteur pétrolier en mer du Nord et le développement d'un secteur éolien offshore sont emblématiques du débat entourant la transition juste. Les syndicats luttent pour la création d'emplois de qualité dans le secteur des énergies renouvelables et le maintien de l'activité économique liée à ce secteur en Écosse, sans sous-traitance à l'étranger.

Partout les syndicats luttent en première ligne contre les inégalités, les injustices, l'urgence climatique et la crise de la Covid-19. Toutes ces questions sont intrinsèquement liées : il n'est pas possible d'en résoudre une sans s'attaquer aux autres. Les citoyens doivent se montrer solidaires et faire entendre leur voix, afin de s'assurer que tous ces nouveaux projets pour le climat (les contributions déterminées au niveau national ou CDN) soient ambitieux et intègrent des plans et des mesures pour une transition juste. Nous devons faire en sorte que, d'ici à la COP26 organisée à Glasgow en novembre 2021, tous les secteurs et tous les gouvernements comprennent que nous devons assurer la transition, que cette transition doit être juste et que les êtres humains et la planète doivent être au cœur de la reprise.

QUEL AVENIR POUR LES BASSINS CHARBONNIERS ESPAGNOLS ?

PAR MARÍA JOSÉ CARMONA

© Roberto Marín

José González et Paúl Martínez, anciens mineurs de Fabero, recréent le travail qu'ils faisaient autrefois dans les filons de charbon de la mine de « Pozo Julia ».

Depuis la fermeture définitive des puits de charbon en 2018, l'Espagne cherche une seconde vie pour ses bassins miniers à présent menacés de dépeuplement. La transition juste et le dialogue social sont des éléments clés dans un processus où le temps presse.

À une époque, on l'appelait *« le chauffage de l'Espagne »* et, malgré sa petite taille (un recoin du nord-ouest de la péninsule, un creux entouré de montagnes dans la province de León), elle pouvait aussi bien chauffer un poêle à Barcelone qu'éclairer les usines et les trains de Madrid. Les habitants de Fabero se vantent depuis toujours d'avoir été le moteur de l'industrie et des grandes villes du pays, car tout ce progrès n'aurait jamais été possible sans l'anthracite, un type de charbon minéral très primitif de couleur noire brillante qui s'est accumulé dans ses entrailles pendant des millions d'années.

Malgré ses airs de village tranquille, Fabero est une fourmilière. Depuis la découverte des premiers filons de charbon en 1843, son sous-sol a été percé de plus de mille puits et galeries où grouillait presque autant de vie qu'à la surface. Alors que 8.000 personnes vivaient à ciel ouvert, environ 4.000 circulaient sous terre. Surtout au bon vieux temps, dans les années 1960, quand le charbon vivait son âge d'or et que les compagnies minières avaient besoin de tellement de main d'oeuvre que même les habitants des environs ne suffisaient pas. Elles devaient recruter des gens provenant d'autres régions, voire d'autres pays comme le Portugal ou le Cap-Vert.

C'était l'époque des bars ouverts 24 heures sur 24, des écoles pleines d'enfants qui pas-

saient directement du banc de l'école aux boyaux des mines, séduits par un travail qui à l'époque — quand le monde était encore loin de connaître les effets dramatiques des émissions de CO2 — semblait impérissable.

Maintenant que les temps ont changé et que nous craignons pour l'avenir du climat, Fabero est devenu l'un des laboratoires où l'Espagne tente de prouver que le passage de l'énergie fossile aux énergies propres est possible.

Depuis sa prise de fonction en juin 2018, le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez s'est engagé — comme l'indique le nouveau projet de loi sur le changement climatique — à atteindre la neutralité des émissions d'ici 2050. Cela signifie qu'à cette date, l'Espagne ne pourra émettre que la quantité de CO2 que ses puits de carbone sont capables d'absorber.

En décembre 2018, presque toutes les mines de charbon espagnoles, concentrées dans quatre provinces (Asturies, Palencia, Teruel et León), ont fermé. En juillet 2020, les centrales thermiques qui jusqu'alors brûlaient du charbon ont également fermé leurs portes. Ces deux fermetures, résultat d'un accord historique entre le gouvernement, les organisations patronales et les syndicats, entraîneront la disparition d'au moins 6.700 emplois directs parmi les mineurs et les employés des centrales thermiques.

> Les entreprises qui ont réalisé des bénéfices grâce au charbon pendant de nombreuses années ne peuvent pas simplement abandonner ces territoires, elles ont leur part de responsabilité. Elles devraient à tout le moins se charger de la mise en œuvre d'énergies renouvelables dans ces zones.

Une véritable calamité pour les villes comme Fabero où, il y a 175 ans, on a tout abandonné au profit du charbon et où, depuis lors, elles ne connaissent aucun autre moyen de subsistance. C'est la raison pour laquelle l'Espagne a été le premier pays au monde à concevoir une Stratégie de transition juste, un plan national où le « juste » consistera précisément à empêcher ces territoires de se vider, de vieillir, de mourir comme se meurt le charbon.

« *Pour qu'une transition soit juste, elle doit prévoir des mesures de protection des travailleurs, un calendrier et des lois stables, proposer des alternatives et des formations, apporter de l'espoir et des certitudes* », explique Mariano Sanz, secrétaire à l'environnement du syndicat CCOO, un des syndicats qui a signé l'accord aux côtés des syndicats UGT-FICA et USO.

La stratégie, qui s'étend en principe de 2019 à 2027, prévoit des mises à la retraite anticipée et des conditions de départ volontaire pour les travailleurs du charbon qui éprouvent le plus de difficultés à réintégrer le marché du travail. Elle s'engage également à réorienter les travailleurs licenciés (y compris les travailleurs en sous-traitance) vers des tâches telles que la restauration environnementale des mines ou le démantèlement des centrales thermiques.

Par ailleurs, elle propose de procéder à une transformation intégrale des régions minières, c'est-à-dire de rechercher de nouveaux secteurs d'emploi tels que les énergies renouvelables, l'agro-industrie ou le tourisme, qui garantiront le présent, mais surtout l'avenir de ces zones.

« *Le nombre de licenciements n'est pas énorme ; le problème, ce sont les nouveaux emplois, les nouvelles générations, les jeunes* », estime Victor Fernández, secrétaire pour le secteur minier au syndicat UGT-FICA. « *Les travailleurs finiront par retrouver un emploi, mais ils ont des enfants. Qu'adviendra-t-il d'eux si une bonne conversion n'a pas lieu ?* »

Briser la dépendance au charbon sera un processus complexe, qui prendra du temps, mais dans des villes comme Fabero, où les mines sont fermées depuis longtemps et où la vie n'est plus la même — ni en surface ni sous terre —, on mesure le temps différemment. Si auparavant il fallait choisir entre le charbon ou rien, aujourd'hui il n'y a même plus le charbon.

LA FIN ET LA RÉSISTANCE

Chaque fois que retentissaient les sirènes dans les rues de Fabero, cela ne pouvait que signifier deux choses : il était l'heure de descendre dans la mine ou d'en ressortir. Si elles retentissaient à un autre moment, au milieu de la matinée ou du soir, cela ne pouvait signifier qu'une seule chose : une tragédie avait eu lieu ; un accident, probablement fatal. « *Maintenant, quand les habitants l'entendent, ils se réjouissent, car ils savent qu'elle annonce l'arrivée des touristes* », déclare Chencho Martínez. Il fait partie des guides touristiques de la mine « *Pozo Julia* », la première installation minière de Fabero à avoir fait l'objet d'une reconversion en musée.

Sur une vaste esplanade de terre s'élève vers le ciel l'ancien chevalement, un ascenseur en fer qui, au moyen d'un système de poulies, relie la surface à la cage verticale. C'est à travers sa gorge de 275 mètres de profondeur que les mineurs et l'anthracite entraient et sortaient (pas moins de 100.000 tonnes chaque année).

Les vestiaires, les bureaux, les salles des machines entourent le chevalement. Des bâtiments restés intacts depuis l'ouverture de la mine en 1947. Ici, tout est d'origine. Même les uniformes et les bottes, abandonnés par les derniers mineurs lors de la fermeture de la mine en 1991, et que les visiteurs photographient aujourd'hui. Cette authenticité a valu à Fabero d'être recensée dans la Route européenne du patrimoine industriel. En outre, depuis 2020, le carreau de mine *« Pozo Julia »*, ainsi que d'autres espaces liés à l'exploitation minière de la ville, comme le carreau de mine *« Pozo Viejo »*, la mine *« Mina Alicia »* et le quartier de Diego Pérez sont protégés par la reconnaissance comme Bien d'intérêt culturel (BIC). Cinq mille touristes ont visité Fabero en 2019, attirés par le charme ancien de ses mines.

« L'anthracite est le combustible qui brûle le mieux et qui contient le moins d'impuretés », explique Chencho au cours de la visite. *« Les couches sont tellement comprimées qu'elles ne mesurent que 30 centimètres à un mètre »*, ajoute-t-il. Cette donnée est importante, car cela signifie que les mineurs ne pouvaient pas travailler debout et devaient rester couchés pendant six ou sept heures à 35 degrés, dans un uniforme trempé par l'humidité qui plus est. Aujourd'hui, il est impossible de visiter ces cavités très étroites, car on ne peut plus descendre sous terre, mais l'Association des mineurs *« Cuenca de Fabero »* en a reconstitué une copie exacte à la surface. L'impression est si crédible que les visiteurs pensent souvent qu'ils sont vraiment descendus dans le puits.

« C'était un travail bénévole de la part de tous les travailleurs, nous l'avons fait pour que la culture des mineurs et notre mode de vie ne soient pas oubliés », explique Paúl Martínez, l'un des derniers mineurs à avoir pris sa retraite anticipée à la fin de l'année 2018.

Lui et ses compagnons ont tout fait seuls ; le seul soutien économique sur lequel ils ont pu compter est celui de la municipalité, avec l'espoir de recevoir par la suite le soutien des autres administrations. En fait, à l'époque, en 2010, le gouvernement leur avait promis une subvention de 8 millions d'euros pour transformer *« Pozo Julia »* en un tout nouveau parc à thème consacré à l'exploitation minière, mais l'argent n'est jamais arrivé. Depuis lors, tout le monde se méfie de la transition et de la justice.

La reconversion minière n'est pas un phénomène nouveau pour ces territoires. L'Espagne en parle depuis les années 1990. Au début, davantage pour des raisons économiques qu'environnementales.

La chute du prix du charbon et l'augmentation des importations de minerais étrangers avaient provoqué les premières fermetures et les premiers licenciements à l'époque. Le pays est passé d'environ 100.000 mineurs en 1960 à 45.000 aujourd'hui.

© Roberto Marín

Un groupe de touristes visite la salle des machines de la mine de « Pozo Julia », à Fabero.

Pendant la même période, les premiers « *Plans du charbon* » successifs ont été lancés, des subventions visant à créer des emplois alternatifs et à endiguer la fuite des jeunes qui commençaient déjà à s'en aller. Une partie de ces fonds, à l'instar de ce qui était arrivé au parc à thème de Fabero, n'a jamais été investie (selon les bassins miniers, on leur doit plus de 500 millions d'euros) ou a été dépensée pour des projets qui n'avaient rien à voir avec la création d'emplois, comme des stations d'épuration des eaux ou des centres sportifs. Comme la Cour des comptes d'Aragon l'avait averti dans un rapport couvrant la période 2006-2017, nombre de ces fonds ont été gérés de manière inefficace. Aucun plan stratégique n'a été établi et aucun suivi n'a été assuré. Certains projets déjà financés n'ont jamais démarré et n'ont donc pas réussi à empêcher le départ des enfants des mineurs. Des villes comme Villablino, également dans la province de León, ont même perdu la moitié de leurs habitants.

> Historiquement, le pays a une dette envers nous, les grandes villes d'aujourd'hui sont ce qu'elles sont grâce au charbon qui sortait d'ici, alors nous demandons qu'au moins ils ne nous laissent pas mourir.

« *Nous étions près de 17.000 habitants et nous sommes maintenant en dessous des 9.000. Ceux qui ont pris leur retraite anticipée sont partis, beaucoup ont décidé de chercher une alternative ailleurs parce qu'ils ne voient pas d'avenir pour leurs enfants ici* », déplore Mario Rivas, maire de la ville et président de l'Association des comarques minières (ACOM). Avec des perspectives aussi sombres, l'année 2010 est arrivée et l'Union européenne a fixé une date qui marquait la fin du charbon — les mines qui recevaient encore des subventions devaient fermer en décembre 2018 —, mais ils ne l'ont pas acceptée avec résignation. Ils ont résisté jusqu'à la fin.

« *L'exploitation minière est plus qu'une profession, c'est un mode de vie. Nous nous sommes toujours battus pour qu'elle fasse partie de notre avenir, jusqu'au beau jour où nous nous sommes réveillés avec l'obligation de tout fermer. Nous n'étions pas préparés à une fin pareille* », reconnaît Rivas. Au cours des années qui ont suivi, les bassins miniers ont organisé des manifestations, bloqué des routes et organisé de longues « *Marches noires* » en 2010 et 2012, la dernière allant jusqu'à Madrid. L'année 2018 semblait encore lointaine.

« *C'était l'un des problèmes les plus graves : le manque d'acceptation. Je crois qu'il y a eu un manque de clarté et d'honnêteté de la part des administrations et des syndicats lorsqu'il s'est agi de dire que tout était fini. Cela a représenté un obstacle à la compréhension et à la recherche d'alternatives* », explique Tatiana Nuño, responsable Énergie et Changement climatique chez Greenpeace.

« *Ce n'est qu'à partir de 2018, avec le changement de gouvernement, qu'un pas a été franchi et que l'on a dit clairement que les exploitations minières allaient fermer, que nous n'allions pas prolonger l'agonie. Ce moment a marqué un avant et un après dans l'acceptation sociale de toute la situation* ».

UNE TRANSITION LENTE

Sur le bureau de Mari Paz Martínez, une montagne de papiers forme une pile. Il s'agit des propositions, des projets, des espoirs pour l'avenir de Fabero. « *Nous tentons d'ouvrir des portes dont nous n'avions pas besoin auparavant* », explique la maire.

L'une d'elles est le tourisme. Son intention est de poursuivre son engagement en faveur de « *Pozo Julia* », mais aussi de restaurer les autres installations minières telles que « *Pozo Viejo* ». Il y a aussi le projet appelé « *Gran Corta* ». Une énorme mine à ciel ouvert qui occupe un quart de Fabero et dont les 750 hectares restent aujourd'hui couverts de décombres. La mairie a pour idée d'en faire un parc géologique et d'aventure, avec une grande tyrolienne et un itinéraire de fossiles. On dit que le projet pourrait employer une vingtaine de personnes ; sans commune mesure avec les 500 personnes qui travaillaient ici autrefois, mais c'est mieux que rien. « *Maintenant, nous nous contentons de postes de travail pour cinq ou dix personnes* », explique-t-elle.

La Stratégie de transition juste prévoit plusieurs pistes pour relancer les territoires miniers. Un fonds de 250 millions d'euros répartis sur cinq ans est destiné à soutenir les initiatives des entreprises. Il existe également des aides en faveur de la restauration de l'environnement et de la promotion des projets d'énergies renouvelables. Toutefois, la voie la plus ambitieuse est celle des « *accords de transition* ».

Il s'agit de plans à moyen et long terme (13 sont en cours) permettant de choisir des projets qui transformeront réellement l'économie de ces villes. À travers un processus de participation ouverte, les municipalités, les communautés autonomes, les associations et les syndicats proposent différentes idées. Parmi celles-ci, ce sont celles qui créent le plus d'emplois, celles qui semblent les plus viables, celles qui donnent aussi une chance aux femmes — traditionnellement déplacées par l'exploitation minière — seront choisies. Pour finir, on cherchera à obtenir un financement ; l'une des options est le Fonds européen pour une transition juste, qui allouera 4 % de son budget à l'Espagne.

« *Nous sommes surpris par la forte participation et le nombre de projets qui nous sont soumis* », déclare Laura Martín, directrice de l'Institut pour la transition juste, l'organisme public chargé de recevoir et d'évaluer les proposi-

tions. *« Dans de nombreuses régions, le sujet est sensible, car elles sont en danger de dépeuplement. Pour que les gens restent sur le territoire, il faut clairement comprendre ce dont ils ont besoin. »*

Au cours de la première phase des accords, 1.400 propositions ont été soumises et quelque 500 organisations ont exprimé leurs points de vue au cours du processus. *« La procédure est très différente de celle des plans précédents. Il y a davantage de contrôle et de partage des responsabilités. Pour commencer, on parle de projets, pas d'argent. Nous sommes très impliqués en tant que syndicats »*, souligne Mariano Sanz du syndicat CCOO.

Les organisations syndicales demandent que les grandes entreprises énergétiques soient impliquées au même titre. *« Les entreprises qui ont réalisé des bénéfices grâce au charbon pendant de nombreuses années ne peuvent pas simplement abandonner ces territoires, elles ont leur part de responsabilité. Elles devraient à tout le moins se charger de la mise en uvre d'énergies renouvelables dans ces zones »*, estime Santiago González, responsable de la section internationale de l'Union syndicale ouvrière (USO). Ce ne serait pas la première fois.

Il est vrai que les énergies renouvelables sont destinées à devenir la pierre angulaire de cette reconversion, mais il serait faux de penser qu'une autre grande entreprise pourra, à elle seule, sauver tous les emplois perdus dans les villes minières. Comme l'explique Cristina Monge, politologue et conseillère exécutive de la Fondation pour l'écologie et le développement (Ecodes), *« si nous arrêtons l'exploitation du charbon et que nous faisons venir une grande entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables, nous aurons gagné en termes d'emploi et de durabilité, mais pas en termes de résilience. La dépendance reste la même »*. Les grandes entreprises sont importantes, ajoute-t-elle, *« mais il est encore plus important de créer un tissu économique de petites et moyennes entreprises »*.

C'est dans cette optique que les *« accords de transition »* visent à créer une palette vaste et diverse de projets, qu'il s'agisse de tourisme, d'élevage, d'économie numérique ou de soins aux personnes âgées. Le plus grand problème actuellement est que le temps presse, tout va plus lentement que prévu : même les mesures les plus urgentes n'ont pas encore été mises en route, notamment la restauration environnementale des mines et des dépôts de résidus.

« Nous sommes inquiets », reconnaît Mario Rivas, maire de Villablino. *« Nous devrions aller plus vite. Nos concitoyens doivent voir que cela avance et les résultats ne seront palpables que si l'on peut les toucher. »*

Cette opinion est partagée par l'ensemble des bassins miniers où, plus qu'une transi-

© Roberto Marin

José González, ancien mineur de Fabero, pose devant le chevalement de la mine de « Pozo Julia ».

tion, cette attente est vécue avec l'inquiétude d'un coup de frein brusque. *« Cette fois, le processus va mieux. Les années précédentes, ils ne nous écoutaient même pas, mais nous, les maires, nous ressentons une inquiétude que le gouvernement ne partage pas. Nos citoyens nous interpellent, nous avons beaucoup de pression »*, insiste Mari Paz Martínez.

L'Institut pour la transition juste le reconnaît : *« Nous avons un problème de temps, mais il est également vrai que lorsque nous sommes arrivés au mois de juin 2018, rien n'avait été fait pour anticiper le travail. Nous avons eu du mal à parler de l'avenir : pendant les six premiers mois, nous n'avons discuté que de la question de la fermeture ou non des mines »*, explique Laura Martín. Cela a retardé le lancement de la stratégie, sans parler de la paralysie que la Covid-19 allait provoquer.

« L'administration ne peut pas agir d'un jour à l'autre. Nous avons besoin de contrôles qui nous permettent de nous assurer que tout est bien fait, nous essayons d'être responsables afin de ne pas répéter les erreurs du passé », s'excuse-t-elle. *« Nous savons bien que nous ne récupérerons pas tous les emplois qui existaient en 1980, cette population a déjà été perdue. L'objectif est de ne pas perdre ceux qui existaient en 2018 et, dans la plupart des sites, nous serons en mesure d'y parvenir. Je pense que nous serons plus agiles désormais. Aujourd'hui, nous parlons tous de l'avenir. »*

RETROUVER L'ESPOIR

Ils s'appellent Juan, José Luis, José et Paúl. Le plus âgé a 61 ans, le plus jeune 47. Ils ont tous passé presque autant de temps sous terre que chez eux. Ils connaissent l'odeur de l'anthracite, le bruit de la montagne quand elle craque, ils savent ce que l'on ressent lorsque l'on insère son corps dans une cavité d'à peine 40 centimètres pendant des heures. *« Si le soleil pénétrait dans la mine, personne n'y travaillerait, car quand vous voyez toutes ces pierres suspendues au-dessus, personne n'oserait y descendre »*, déclare Juan Alegría, un ancien mineur. Comme il le dit lui-même : *« une espèce en voie de disparition »*.

> Fabero est devenu l'un des laboratoires où l'Espagne tente de prouver que le passage de l'énergie fossile aux énergies propres est possible.

Pour ces hommes, *« Pozo Julia »* est le moyen de faire vivre leur histoire. C'est pourquoi, en plus d'avoir construit la galerie pour les touristes, ils collaborent eux-mêmes en tant que guides bénévoles. Raconter leurs histoires et leurs luttes est leur façon de revendiquer ce qu'ils étaient.

« Historiquement, le pays a une dette envers nous, les grandes villes d'aujourd'hui sont ce qu'elles sont grâce au charbon qui sortait d'ici », déclare Paúl Martínez, *« alors nous demandons qu'au moins ils ne nous laissent pas mourir. »*

La frustration imprègne leurs paroles. Le désespoir ronge leur moral. Ils ne peuvent pas s'en empêcher, la transition les touche à un moment où ils sont fatigués et ils ont perdu l'espoir. Qui va venir maintenant, se demandent-ils, quelles entreprises seront disposées à déplacer leurs bureaux dans cet endroit au milieu des montagnes ? Avant, elles venaient parce qu'il y avait des tonnes de charbon, mais sans le charbon, que pouvons-nous leur offrir d'autre ?

« Nos bassins ne sont pas ceux de la Ruhr », déclare Mari Paz Martínez. Dans les bassins miniers allemands, où des universités et des incubateurs d'entreprises ont été créés, ils n'ont pas les problèmes qui accablent des endroits comme Fabero : des petites villes mal connectées, dont certaines ne disposent même pas d'une bonne connexion Internet.

« On est là où on est, donc on comprend qu'aucune entreprise ne peut venir. Nous avons demandé l'installation de la fibre optique et nous proposons des espaces aux entreprises technologiques qui veulent se développer ici », explique la maire. *« Le problème est que nous ne connaissons aucune entreprise, nous avons besoin que le gouvernement nous accompagne et nous aide à attirer des industries. »*

Une autre possibilité existe, à savoir que les habitants de ces régions eux-mêmes promeuvent ces projets d'avenir. Pourtant, ce qui semble évident n'est pas facile dans ces régions qui se sont consacrées à travailler pour le compte d'autrui pendant plus de cent ans. Changer cette mentalité, leur inculquer l'esprit d'entreprise n'est pas chose aisée. *« L'esprit d'entreprise est quelque chose de culturel et dans ces villes il n'est pas inculqué parce que nous avions la mine »*, explique Juan José Villanueva, un jeune entrepreneur de la vallée minière de Laciana, à 47 kilomètres de Fabero, exception qui confirme la règle. Il y a quelques années, il a décidé d'acheter une vieille mine et de l'aménager afin d'y produire de la bière artisanale. Sa marque, Docesetenta, a été récompensée en janvier 2020 du prix de la meilleure bière d'Espagne et emploie aujourd'hui six personnes ; elle combine la brasserie et l'exploitation touristique de la mine.

« C'est un fameux encouragement pour nous de pouvoir montrer aux gens d'ici que c'est possible, que notre principale force est notre patrimoine, la mine. Sans toute notre histoire, nous ne serions qu'une bière parmi tant d'autres », affirme M. Villanueva. L'avenir des bassins miniers espagnols reste incertain, une question en suspens, mais si une seule personne dans une seule petite ville a pu faire émerger de la bière là où auparavant il n'y avait que du charbon, cela signifie qu'il y a encore des raisons de ne pas perdre l'espoir.

BANGLADESH : PROTÉGER LES TRAVAILLEURS DE LA MONTÉE DES EAUX

PAR AKRAM HOSEN

© Zakir Hossain Chowdhury

Des travailleurs, dont beaucoup sont des migrants internes forcé à partir en raison des effets du changement climatique, déchargent des marchandises d'un bateau sur la rivière Buriganga à Dhaka, au Bangladesh, le 21 mars 2020.

L'élévation du niveau des océans a contraint les travailleurs à migrer vers les centres urbains congestionnés du Bangladesh et à accepter, par pur désespoir, des conditions de travail extrêmes en échange de salaires indignes. Les syndicats du pays luttent pour protéger ces travailleurs, tout en faisant valoir leurs revendications en faveur d'une transition juste.

La vie d'Altaf Hossain est rythmée par les luttes incessantes qu'il doit mener depuis que son village a été englouti par le Meghna, ce puissant fleuve qui traverse Mehendiganj, une ville du sud du Bangladesh, dans le district de Barishal. Si ce charpentier de 55 ans est toujours parvenu à gagner suffisamment d'argent pour survivre, il n'a cependant pas eu la possibilité de s'extraire de la pauvreté, contraint à plusieurs reprises de tout recommencer à zéro.

À plus de 250 kilomètres de sa ville natale, Altaf Hossain travaille sur un site de construction situé à Jatrabari, un quartier de la capitale Dhaka. Achevant une porte en bois, il se rappelle : « *Je suis né et j'ai grandi dans une famille aisée d'agriculteurs et de pêcheurs. Nous avions nos maisons et nos terres. Mais, aujourd'hui, de gros bateaux naviguent à l'endroit même où se trouvait autrefois mon quartier.* »

Chaque année, des millions de Bangladais sont frappés par des événements météorologiques extrêmes exceptionnellement fréquents : ondes de tempêtes, cyclones hyperpuissants, montées rapides des eaux,

périodes de sécheresse. Comme Altaf Hossain, des dizaines de milliers d'habitants voient leur maison et leurs moyens de subsistance emportés par les inondations qui submergent une grande partie du territoire, ou en raison de l'érosion des zones fluviales et côtières. Si certains partent chercher du travail en Inde ou dans les pays du Golfe, la plupart deviennent des migrants internes, se déplaçant essentiellement vers les villes engorgées du pays pour y gagner leur vie.

Selon les données de la Banque mondiale, la population rurale du Bangladesh est passée de près de 95 % d'habitants en 1960 (à l'époque où le pays portait encore le nom de Pakistan oriental) à seulement 62,5 % en 2019. Dans le même temps, la population totale a explosé, passant de 48 millions à 1960 à 163 millions en 2020, selon les estimations. Qu'ils vivent en zones rurales ou urbaines, les travailleurs sont en première ligne du changement climatique.

Selon l'Indice mondial des risques climatiques 2020, entre 1999 et 2018, le Bangladesh était le septième pays le plus touché par des événements météorologiques extrêmes. Parmi les sept premiers pays les plus touchés, seuls le Myanmar et les Philippines ont enregistré plus de pertes en vies humaines que le Bangladesh, pays de faible altitude. Par ailleurs, un rapport de la Banque mondiale publié en 2018 indique que, d'ici à 2050, jusqu'à 13,3 millions de Bangladais pourraient être contraints de migrer en raison de l'intensification des effets du changement climatique.

> D'ici à 2050, jusqu'à 13,3 millions de Bangladais pourraient être contraints de migrer en raison de l'intensification des effets du changement climatique.

Contrairement à la majorité des travailleurs mal rémunérés du pays, Altaf Hossain est affilié à un syndicat, la Nirman Sramik League, membre de la fédération nationale des syndicats du Bangladesh (*Bangladesh Free Trade Union Congress* – BFTUC). Grâce à ce syndicat, les travailleurs du secteur de la construction comme Altaf Hossain perçoivent un salaire journalier de 850 takas (environ 8 euros), un montant nettement supérieur à la moyenne des revenus des salariés travaillant dans l'économie informelle. Mais, en raison de la pandémie de coronavirus, il est devenu difficile de trouver un travail régulier. Altaf Hossain explique que, cette année, il n'a quasiment rien gagné en six mois, à cause des restrictions liées à la crise sanitaire.

Avec la recrudescence des événements météorologiques extrêmes au Bangladesh, il craint que trouver un travail régulier ne devienne de plus en plus difficile : « *Les travailleurs ne sont pas responsables du changement climatique, mais il leur fait perdre tout ce qu'ils possèdent. Nous devons nous organiser et exiger des changements.* »

UNE TRANSITION JUSTE : DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

Repon Chowdhury, secrétaire général du BFTUC, explique à *Equal Times* que les travailleurs qui quittent leurs campagnes et les régions côtières pour échapper aux conséquences dramatiques du changement climatique ne font que rencontrer de nouveaux problèmes dans les villes, tels que des conditions de vie déplorables, des salaires médiocres ou des emplois à risque : « *Dans les villes, les travailleurs sont également exposés à des taux de pollution extrêmes et doivent travailler de longues heures sous un soleil implacable. Certains sont parfois victimes d'insolation ou d'autres problèmes, mais tout cela passe inaperçu. Protéger ces travailleurs vulnérables est un véritable défi. Ceux qui ont désespérément besoin d'un emploi vont jusqu'à accepter des conditions de travail indignes et ne sont guère en position de force pour négocier une quelconque augmentation de salaire* ».

« *Les travailleurs contraints de se déplacer des zones rurales vers les centres urbains comptent essentiellement sur leurs amis et leurs proches pour obtenir des informations ou d'autres ressources pour trouver un nouveau travail* », explique la professeure Syeda Rozana Rashid, du département des relations internationales de l'université de Dhaka. Directrice de recherche dans le cadre d'une récente étude du Solidarity Center/USAID, analysant les liens entre le changement climatique, les activités économiques et la migration interne au Bangladesh, la professeure Rashid poursuit : « *Les nouveaux migrants internes sont très peu nombreux à s'affilier à un syndicat et n'ont qu'une connaissance très vague du changement climatique et de son incidence sur leurs moyens de subsistance* ».

Le dirigeant du BFTUC reconnaît que, jusqu'à récemment, les syndicats n'étaient que très peu sensibilisés à la question du changement climatique : « *Les syndicats avaient tendance à penser que le changement climatique n'était pas une problématique syndicale et qu'ils n'avaient aucun rôle à jouer dans le mouvement pour la justice climatique* ». Ce point de vue a quelque peu évolué grâce aux séminaires, ateliers et autres événements organisés par la centrale syndicale nationale au cours de ces dernières années. « *Nous sommes parvenus, dans une certaine mesure, à résoudre le problème du manque de communication entre le gouvernement et les organisations syndicales* », souligne Repon Chowdhury, ajoutant que le BFTUC a également investi dans la formation de ses membres, afin de les sensibiliser à la transition juste et, en particulier, à la santé et à la sécurité au travail (SST) : « *Nous encourageons les travailleurs à engager le dialogue avec leurs employeurs et les responsables politiques, en vue d'améliorer leurs conditions de travail* ».

Repon Chowdhury explique que, depuis 2011, le BFTUC s'engage à communiquer au gouvernement des études sur l'impact du changement climatique sur la vie des travailleurs, les moyens de subsistance, la SST et la protection sociale. Les responsables syndicaux se sont également attelés à développer une culture du dialogue national et sectoriel pour toutes les questions environnementales et industrielles.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de prendre des initiatives pour mettre ces idées en pratique, le BFTUC se heurte à plusieurs barrières telles que le manque de dialogue social entre le gouvernement et les syndicats pour les questions climatiques, le manque de collaboration entre les syndicats et les mouvements écologistes en général, ou encore, les contraintes financières. « *Même si, au Bangladesh, la vie des travailleurs est bouleversée par le changement climatique, les fonds du gouvernement pour le climat ne prévoient rien pour eux. Cela fait des années que nous essayons de changer cette situation. Mais nos interventions restent limitées. Nous sommes encore loin de notre objectif.* » [Le Bangladesh dispose de deux fonds nationaux pour le climat, le *Bangladesh Climate Change Trust Fund* et le *Bangladesh Climate Change Resilience Fund*, ce dernier étant financé par des donateurs, ndlr].

> Les syndicats du Bangladesh appellent le gouvernent à « *soutenir le renforcement des compétences, la reconversion et le redéploiement des travailleurs touchés.* »

Les syndicats n'ont pas participé directement à l'élaboration des politiques climatiques du pays, mais le BFTUC plaide en faveur de l'inclusion des principes de la transition juste dans toutes les politiques climatiques du gouvernement. Repon Chowdhury souligne : « *Nous mettons la pression et organisons des campagnes pour que le mécanisme de la transition juste soit intégré au programme national et que les syndicats puissent prendre part aux dialogues sur les lieux de travail. Nous voulons atteindre cet objectif dans les trois années à venir.* »

FAIRE FACE À LA CRISE ET APPELER AU SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

En vertu des dispositions de l'accord de Paris sur le climat, le Bangladesh s'est engagé à réduire ses émissions de carbone de 5 à 15 % à l'horizon 2030 dans les secteurs de l'électricité, des transports et de l'industrie. Le pays a également mis en place un plan d'action pour introduire des mesures permettant de s'adapter au changement climatique et d'en atténuer les effets. Au mois de juin, le BFTUC a adressé un courrier au Premier ministre Sheikh Hasina pour demander que de nouvelles mesures soient prises dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (les CDN) pour la réduction des émissions de carbone (elles doivent être mises à

© Zakir Hossain Chowdhury

La combinaison d'une montée rapide du niveau des mers (1,5 fois plus rapide que la moyenne mondiale) et de l'érosion des rivières submerge des villages entiers et provoque le déplacement forcé de millions de personnes au Bangladesh.

jour le 31 décembre 2020), afin de « *soutenir le renforcement des compétences, la reconversion et le redéploiement des travailleurs touchés* ». Ce courrier, qui a été présenté à *Equal Times*, demande également de lancer des recherches sur les nouveaux domaines possibles pour la création d'emplois et les impacts socio-économiques d'une transition juste, de renforcer les mécanismes de transfert de technologies entre pays industrialisés et pays en développement et de prévoir des investissements responsables au travers de pratiques durables obligatoires et d'un dialogue sur la transition juste entre travailleurs et employeurs.

La population du Bangladesh compte parmi celles qui rejettent le moins de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. « *Le Bangladesh produit moins de 1 % des émissions de CO2, 0,3 % pour être exact* », rappelle Ainun Nishat, professeur émérite au Centre de recherche sur l'environnement et le réchauffement climatique de l'université BRAC à Dhaka.

Même si le pays réduisait totalement ses émissions, poursuit-il, la différence serait négligeable à l'échelon mondial : « *Le Bangladesh devrait veiller en priorité à protéger ses habitants des effets néfastes du changement climatique, car ils seront parmi les victimes les plus touchées, si ce n'est, les premières* ».

Raison pour laquelle Repon Chowdhury estime que les pays industrialisés ont le devoir d'aider le Bangladesh à introduire des mesures permettant de s'adapter au changement climatique et d'en atténuer les effets : « *Nous avons besoin de fonds pour mener des recherches dans le domaine des nouvelles technologies. Nous devons offrir aux populations déplacées des emplois sûrs et respectueux de l'environnement.* »

Selon le Centre de coordination national des mesures d'urgence, les inondations de cette année se sont produites durant une période exceptionnellement longue, recouvrant plus d'un tiers du pays au mois de juillet et touchant cinq millions de personnes. Les terres agricoles ont été détruites, le bétail et les réserves de poissons indispensables emportés par les eaux. Comme le souligne le professeur Nishat : « *Une période de sécheresse pourrait suivre. L'an dernier, nous exportions de la nourriture. Cette année, nous sommes obligés d'en importer. Notre économie paie un lourd tribut. Nous avons essuyé trois cyclones majeurs cette année. Ces phénomènes ne cessent d'empirer. Nous devons prendre des mesures pour y faire face.* »

Le professeur Nishat rappelle que l'accord de Paris prévoit des dispositions en matière de financement pour aider les pays tels que le Bangladesh à mettre en place des mesures pour atténuer les effets du changement climatique, mais « *le monde ne nous apporte pas le soutien auquel nous avons droit* », déplore-t-il. S'il reconnaît que les problèmes liés au renforcement des capacités et à la transparence financière ne facilitent en rien la situation, il maintient néanmoins que des solutions durables doivent être mises en oeuvre le plus rapidement possible. Les 130 millions de Bangladais, pris en étau entre la crise de la Covid-19 et une urgence climatique sans précédent, n'ont plus de temps à perdre.

© Zakir Hossain Chowdhury

Sur cette photo prise au Bangladesh le 6 septembre 2019 sur les rives du fleuve Meghna, dans le district de Chandpur, on aperçoit une femme qui s'avance vers sa maison, détruite par l'érosion fluviale.

COMMENT LA TUNISIE EXPÉRIMENTE LA TRANSITION À PETITS PAS VERS DES EMPLOIS ET DES ENTREPRISES PLUS DURABLES

PAR MATTHIAS RAYNAL

© Matthias Raynal

Afifa Najjar, 48 ans, dont 25 passés au sein de l'entreprise, ici au siège de l'UGTT (le 11 septembre 2020 à Mahdia).

Tandis que des pionniers tentent de sensibiliser l'UGTT aux questions environnementales, la centrale syndicale pratique la transition juste sans le savoir.

Mohamed Ali déambule entre les machines, saisit une paire de ciseaux et découpe un long morceau de tissu, qu'il trempe ensuite dans une tasse remplie d'eau. *Abracadabra!* La magie de la chimie opère instantanément. Le bout d'étoffe est devenu une pâte translucide et collante. En séchant, elle se rigidifie et se transforme en plastique. « *C'est de la viseline* », lance Mohamed Ali très fier de sa démonstration. Fabriquée à partir de fibres synthétiques, elle est utilisée pour renforcer les broderies. « *Avant, on jetait dans la nature les déchets issus de la production. Désormais, on va récupérer les chutes pour les recycler et les réutiliser.* »

À la Sobref, dans cette usine textile de Mahdia, dans le centre-est de la Tunisie, jusqu'en 2016, des dizaines d'ouvriers et d'ouvrières travaillaient jour et nuit sur les grandes machines de précision qui sont aujourd'hui à l'arrêt et désespérément silencieuses. En attendant le retour de l'activité, Mohamed Ali dort ici, à l'étage, sur un simple canapé. Il veut empêcher les cambriolages, mais surtout couver du regard cette entreprise qui lui appartient, comme à la quarantaine d'anciens employés ayant décidé de racheter leur usine.

Devenir leur propre patron, l'idée a été soufflée par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT). La centrale syndicale encadre ce projet depuis plusieurs mois, avec l'aide d'une ONG espagnole, *l'Asamblea de Cooperación por la Paz*. Elle a aussi fourni un soutien financier qui s'est ajouté aux 250.000 euros débloqués par la communauté autonome de la région de Valence. Au total, 300.000 euros ont pu être mobilisés. L'UGTT a également apporté son appui juridique aux ouvriers. Ils ont obtenu des indemnités du propriétaire qui avait décidé, illégalement, de mettre la clé sous la porte, du jour au lendemain. Une somme qu'ils ont décidé d'investir pour prendre possession de leur outil de travail en créant une coopérative, où tous sont associés majoritaires. « *Pour ne plus jamais connaître d'injustice* », affirme Afifa Najjar. Une injustice liée à la pollution, aux atteintes à l'environnement par exemple.

> L'approche de l'UGTT par rapport à la question de l'environnement, même si elle n'est pas centralisée, a toujours été là. Parce qu'elle fait partie du "travail décent". C'est à travers "le travail décent" que l'on atteint l'écologie.

Le secteur de la broderie, et du textile en général, a un impact écologique très fort. Les travailleurs en souffrent, assure cette mère de famille de 48 ans, qui a travaillé plus de la moitié de sa vie à la Sobref : « *On subit les conséquences directes. Les odeurs insupportables. (...) Avant, ils brûlaient les déchets pas loin de nos maisons* ». Les chutes de viseline étaient éliminées de manière anarchique. Cela ne sera plus le cas après la réouverture de l'usine, prévue avant la fin de l'année, explique Karim Chebbi, consultant pour l'UGTT.

UNE ENTREPRISE ÉCO-RESPONSABLE

Karim Chebbi connaît bien ces thématiques liées à l'environnement. Il a donc été choisi pour coordonner le projet de la Sobref. « *Il y a un enjeu écologique important, mais aussi économique pour la coopérative. Parce qu'une partie de ces déchets pourra être revendue dans un circuit de collaboration, de solidarité avec d'autres usines de recyclage, pour dégager une petite rentrée d'argent (...).* » Le futur site industriel sera aussi capable d'assurer 30 % de sa consommation en électricité, grâce à des panneaux photovoltaïques. « *On veut permettre à l'entreprise d'être en partie autonome et d'alléger sa dépendance aux énergies fossiles* », argumente Karim Chebbi.

Dans la grande salle de l'antenne locale de l'UGTT, les tables ont été disposées en « U » pour une réunion un peu spéciale ce vendredi 11 septembre. Les ouvriers et ouvrières de l'usine Sobref effectuent leur rentrée. C'est la première rencontre organisée depuis l'interruption due au coronavirus. Pour l'occasion, Karim Chebbi a invité un professeur d'université, à la tête du tout premier master « *Gestion, traitement et valorisation des déchets* » en Tunisie.

Le professeur Lotfi Soussia, de l'Institut Supérieur des Sciences Appliquées et des Technologie (ISSAT) de Mahdia, a été chargé de dispenser 20 heures de formation, théorique et pratique. « *Le respect de la nature c'est une culture avant tout ! C'est le futur de nos enfants* », déclare l'universitaire face à une assistance très studieuse.

Les expressions « *transition écologique* », « *économie verte* » ou encore « *gaz à effet de serre* » ne sont pas prononcées. Le personnel de l'usine ne maîtrise pas toutes ces notions. Qu'importe. Tout le monde sait ici qu'il fait « *quelque chose de positif* », selon les mots d'Afifa Najjar. Tous adhèrent à la dimension éco-responsable du projet, comme Hedi Ben Hamza, 50 ans, dont 22 passés au sein de l'entreprise : « *C'est nouveau, mais maintenant chaque entreprise doit devenir amie avec l'environnement. Avant ce n'était pas possible. Pourquoi ? Parce qu'il y n'avait qu'un seul propriétaire et qu'il ne pensait qu'à accumuler les gains. Avec cette transformation en coopérative, on pensera à nous et à la nature en premier.* »

Les ouvriers de l'usine font sans savoir, car ils ne connaissent pas les principes de la transition juste mais ils les appliquent bel et bien. Décarboner l'économie, tout en atténuant les effets sur l'emploi et les ressources des travailleurs des industries vulnérables, l'UGTT ne met pas non plus cette idée en avant. En réalité, il a fallu passer par à un concept intermédiaire pour en arriver là. Pour le syndicat, la priorité reste l'amélioration des conditions de travail.

« *L'approche de l'UGTT par rapport à la question de l'environnement, même si elle n'est pas centralisée, a toujours été là. Parce qu'elle fait partie du "travail décent". C'est à travers "le travail décent" que l'on atteint l'écologie* », estime Karim Chebbi.

DES IDÉES NOUVELLES

Pourtant au sein de l'UGTT, certains militent pour faire avancer la réflexion sur les questions environnementales. Parmi eux, Mansour Cherni fait figure de précurseur. Il est le coordinateur national des affiliés de l'International des services publics (PSI) en Tunisie, mais aussi numéro 2 de la « *section climat* » du département des Relations arabes, internationales et Migrations au sein de l'UGTT. Il s'est préoccupé du sujet

dès le début des années 2000 et « *surtout à partir de 2007, grâce à l'ex-secrétaire général de l'UGTT qui s'intéressait au changement climatique* », explique-t-il.

« *Houcine Abassi, le prix Nobel de la paix, c'est lui qui m'a poussé, encouragé à aller de l'avant. Et on a commencé à aborder le problème de l'environnement. (...) On a formé un petit groupe qui est devenu sensible à cette thématique.* » Cela fait un an maintenant que la section « *changement climatique* » a été créée.

« *C'est pour sensibiliser les décideurs au sein de l'UGTT, pour leur dire "attention c'est grave". Il y a cinq personnes qui la composent, mais on n'a pas les moyens nécessaires pour vraiment peser* », déplore Mansour Cherni.

Depuis 2014, il se rend chaque année aux COP pour le climat, à ses propres frais. Et presque chaque année, il est le seul syndicaliste affilié à l'UGTT à participer. « *C'est pour mieux comprendre. Dans les COP, il y a un très haut niveau de discours, mais en réalité ça n'a aucun effet. Par contre, si vous regardez la société civile, c'est là qu'il y a le travail, là qu'il y a les discussions, les pressions. J'ai pu le constater au moment de la signature à Paris de l'Accord sur le climat. C'est la société civile, ce sont les syndicats essentiellement qui ont agi.* »

Il est conscient du rôle que doivent jouer les organisations de travailleurs, mais conscient aussi du retard qu'accuse l'UGTT. Naïma Hammami fut la première femme à intégrer le bureau exécutif de la centrale en 2017, c'est aussi une pionnière dans son syndicat pour la transition écologique. En tant que secrétaire générale adjointe et chargée des Relations arabes, internationales et Migrations, elle a contribué à la mise en place de la section « *changement climatique* » au sein de son département. « *On est motivés à l'idée de progresser sur cette question qui a une incidence importante sur les travailleurs* », mais « *l'UGTT débute dans ce domaine* ».

Mansour Cherni attend avec impatience ce jour où la centrale se saisira vraiment de cette problématique. « *Je l'espère... je l'espère, mais jusqu'à maintenant c'est timide* », confie le presque septuagénaire. « *On n'y donne pas encore d'importance.* » Selon lui, le syndicat reste obnubilé par les luttes du quotidien, au lieu de penser une stratégie pour « *sauver les postes d'emploi menacés par le changement climatique* ». « *C'est beaucoup plus important à long terme, ce sont mes enfants qui vont le payer très cher.* »

Difficile d'inverser l'ordre des priorités, dans un pays qui continue de s'enfoncer dans une interminable crise sociale et économique. À défaut, Mansour Cherni voudrait rendre son syndicat plus sensible à ces concepts qu'il manie, lui, avec dextérité. Soutenu par l'International des services publics (PSI), qui l'a aidé en cherchant des fonds, il a pu contribuer à l'organisation de quatre séminaires. « *À peu près 120 personnes* »

© Matthias Raynal

Mohamed Ali, 37 ans, ancien conducteur de machine, à côté d'une machine qui sert à fabriquer les broderies, à l'usine Sobref.

ont suivi ces modules, dont l'un d'entre eux portait sur les gaz à effet de serre produits par les centrales fonctionnant aux combustibles fossiles.

ELECTRICITÉ VERTE

Le secteur de l'énergie sera justement l'un des plus touchés par la transition vers une société bas-carbone. L'électricité verte peine encore à se développer en Tunisie. L'objectif des autorités est pourtant ambitieux, passer de 4 % dans le mix énergétique aujourd'hui à 30 % d'ici 2030, pour cette énergie. Mais le pays accumule les retards, même si, ces derniers mois, de nombreux projets ont été annoncés. Les autorités mettent en avant les créations d'emploi et les avantages qu'ils représentent pour l'indépendance énergétique du pays.

Pourtant, l'UGTT reste sur ses gardes. La centrale syndicale considère l'énergie comme un bien public et, à ce titre, défend bec et ongle la situation de quasi-monopole de la STEG (Société tunisienne de l'électricité et du gaz), qui domine la production, maîtrise le transport, la distribution et la commercialisation de l'électricité en Tunisie. La Fédération générale de l'électricité et du gaz, la branche STEG du syndicat, dénonce ainsi régulièrement les tentatives de privatisation du secteur, de « *marchandisation de l'électricité* ».

Cet été, l'UGTT a engagé un bras de fer avec le gouvernement, refusant le raccordement au réseau de la centrale solaire de Tataouine, projet issu d'un partenariat entre l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières, publique, et le géant italien des hydrocarbures, Eni.

Dans un post Facebook publié en juillet, le ministre de l'énergie de l'époque, Mongi Marzouk, crie au « sabotage » et incendie le syndicat : « *La fédération de l'électricité, au lieu d'être du côté des énergies propres, (...) oeuvre à paralyser les premières réalisations en violation de la loi, partant d'une compréhension étriquée et incorrecte de l'intérêt du secteur électrique et du rôle des énergies renouvelables (...).* »

Injoignable durant cette enquête, pour des raisons personnelles, Abdelkader Jelassi, le secrétaire général de la fédération générale de l'électricité et du gaz, a tenu à réagir, par l'intermédiaire de Mansour Cherni. « *Nous ne sommes pas contre les énergies renouvelables*, » rétorque-t-il, « *mais contre les gens qui, pendant 60 ans, n'ont cessé de téter l'Etat. Ils prennent sans rien donner en contrepartie. S'ils veulent utiliser le réseau, les privés doivent payer.* »

© Matthias Raynal

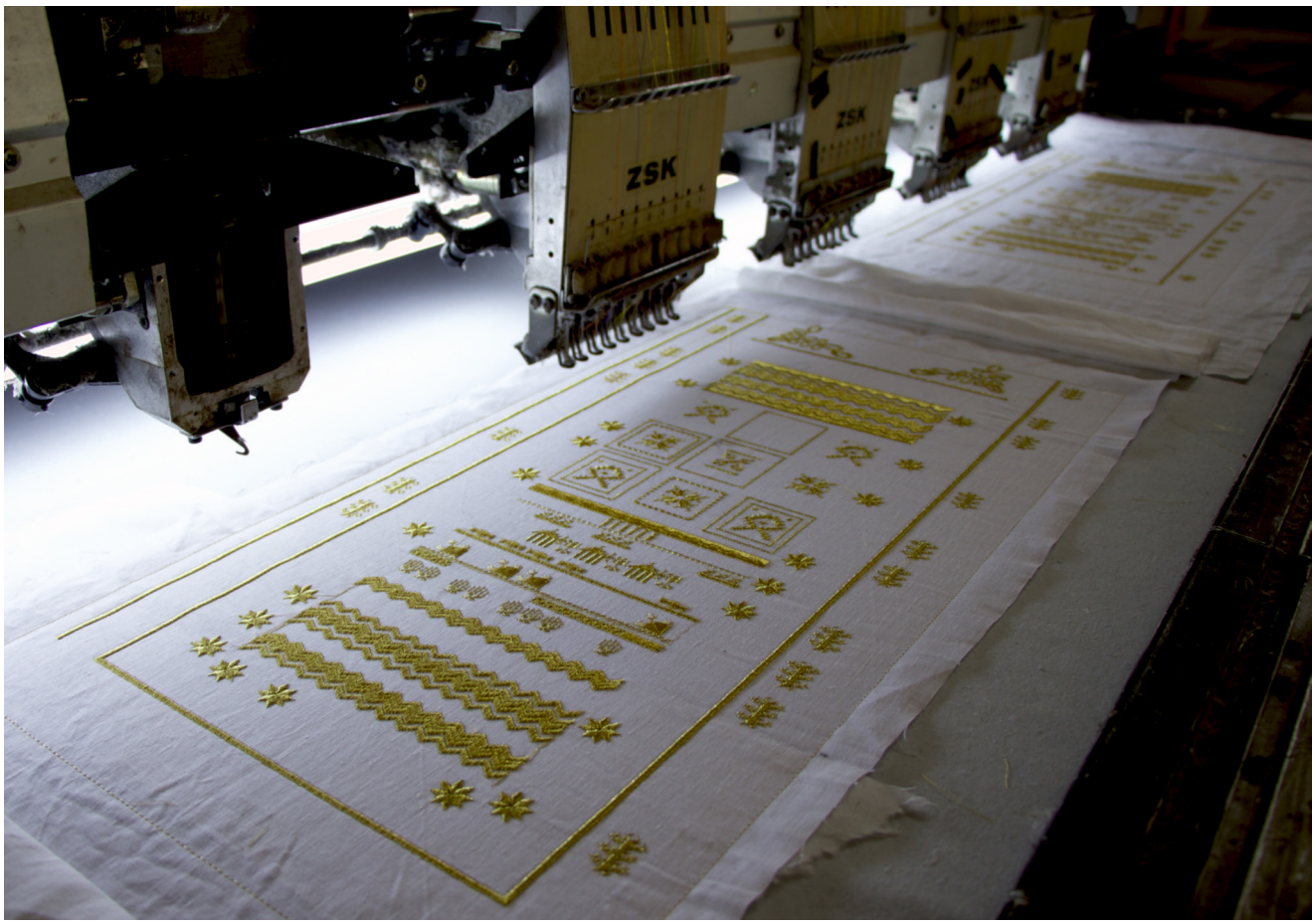
Réunion d'information du projet Sobref organisée au siège de l'UGTT (le 11 septembre 2020, Mahdia).

L'UGTT peut apparaître comme un obstacle au développement de ce secteur en Tunisie ou, au contraire, comme la dernière digue protégeant encore les travailleurs du secteur public et les consommateurs. L'ouverture au privé pourrait avoir des conséquences très néfastes, engendrant des destructions d'emplois, des hausses tarifaires. L'UGTT applique, encore une fois sans le savoir, les principes de la transition juste. Difficile de prévoir comment sera géré le dossier de la centrale de Tataouine à l'avenir.

> Au moment de la signature à Paris de l'Accord sur le climat, c'est la société civile, ce sont les syndicats essentiellement qui ont agi.

Depuis les élections législatives d'octobre 2019, la Tunisie a déjà connu trois gouvernements et autant de ministres de l'environnement. À chaque fois, il faut repartir de zéro et expliquer de nouveau les dossiers. « *Ça peut nous faire perdre plusieurs mois* », se désole Mansour Cherni qui croit en la transition juste comme facteur de stabilisation politique. Cela peut être, dit-il, une opportunité pour la Tunisie, en initiant un cercle vertueux, en créant des emplois, en apportant une prospérité nouvelle.

Un processus au sein duquel l'UGTT sera amenée à jouer un rôle essentiel. Le syndicat pèse de tout son poids dans la vie politique tunisienne. L'action de la centrale a été décisive notamment dans les premières années de la transition démocratique, et à ce titre, lui a valu de recevoir, avec trois autres organisations tunisiennes, le prix Nobel de la paix en 2015. La transition juste en Tunisie ne se fera pas sans l'UGTT. Pour que cette idée du XXIe siècle s'accomplisse, il faudra qu'elle soit portée par ce syndicat du XXe. À la Sobref, il a déjà commencé à agir. Il doit désormais réfléchir sérieusement à une stratégie environnementale, afin de pouvoir reproduire l'expérience innovante de Mahdia.



© Matthias Raynal

Broderie sous les aiguilles d'une machine, à l'usine Sobref.

EN ÉCOSSE, LES SYNDICATS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE RÉCLAMENT UNE ACTION CLIMATIQUE AMBITIEUSE

PAR STEVE RUSHTON

© Steven Scott Taylor/Alamy Live News

Le 16 novembre 2017, des centaines de travailleurs de l'entreprise BiFab marchent vers le parlement de Holyrood, à Édimbourg, pour demander au gouvernement écossais de protéger 1.400 emplois après le placement de l'entreprise sous administration judiciaire. Le 21 octobre 2020, le gouvernement écossais a retiré une promesse financière de 30 millions de livres sterling à l'entreprise BiFab pour fabriquer des fondations d'éoliennes offshore, ce qui entraînera la perte de 450 emplois.

Pour le mouvement syndical écossais, la COP26 est une occasion unique de s'assurer que les objectifs de l'Écosse en matière d'émissions, qui sont les plus élevés au monde, placent la transition juste pour les travailleurs et les communautés au centre de toutes les politiques, de tous les investissements et de leur mise en oeuvre.

À l'heure où Glasgow se prépare à accueillir la COP26, le sommet de l'ONU sur les changements climatiques, en novembre 2021, l'Écosse occupera le devant de la scène du bras de fer mondial pour savoir si, et comment, le monde prendra des mesures urgentes pour enrayer la hausse des températures et l'accélération de la destruction de l'environnement. Ce bras de fer oppose deux camps. D'une part, les entreprises qui émettent de fortes quantités de carbone (on estime qu'à peine 100 multinationales sont à l'origine de 71 % des émissions entre 1988 et 2015) et les gouvernements qui semblent se satisfaire d'un « *rafistolage* » du système économique actuel, bien qu'il ait mené à des températures qui dépassent aujourd'hui les niveaux pré-industriels de 1,2°C en moyenne. D'autre part, une alliance croissante de nations, d'organisations de la société civile, d'universitaires, de militants et de chefs d'entreprise tournés vers l'avenir qui réclament des changements radicaux pour assurer un avenir durable pour les individus et la planète.

Les enjeux sont incroyablement élevés. La COP26 était censée se dérouler en 2020, car

cette année est celle où les pays présenteront leurs objectifs de réduction des émissions (également appelés « *Contributions prévues déterminées au niveau national* » ou CPDN) sur la base des engagements pris en 2015 dans le cadre de l'Accord de Paris. Si le monde souhaite « *atteindre un niveau de zéro émission nette dès que possible* », à savoir l'un des objectifs déclarés de la COP26, cette réunion devra mobiliser une ambition climatique extraordinaire en vue de créer et soutenir une action climatique sans précédent.

Pour le mouvement syndical écossais, emmené par le Scottish Trades Union Congress (STUC ou Congrès des syndicats écossais), la COP26 est une occasion unique de s'assurer que les objectifs de l'Écosse en matière d'émissions, qui sont les plus élevés au monde, placent la transition juste pour les travailleurs et les communautés au centre de toutes les politiques, de tous les investissements et de leur mise en oeuvre.

L'Écosse s'est déjà engagée à réduire ses émissions nettes de carbone à zéro d'ici 2045, cinq ans avant le reste du Royaume-Uni, qui a été la première grande économie à légiférer sur son objectif de zéro émission nette. Pour les syndicats et la société civile toutefois, la COP est un moyen d'« *exercer une réelle pression partant d'en bas pour changer la donne* », écrit Francis Stuart, responsable des politiques du STUC, dans un article de février 2020 pour l'ONG The Poverty Alliance, avec une foule d'idées de politiques interdépendantes allant des objectifs équitables de réduction des émissions (tant au niveau national qu'international) aux services publics universels en passant par un revenu minimum vital à l'échelle mondiale.

En matière de transition juste, lorsqu'il s'agit de passer des paroles aux actes, ce qui arrive maintenant aux travailleurs du pétrole et du gaz de la mer du Nord revêt une importance cruciale. Les recettes totales du pétrole et du gaz produits en Écosse en 2018 étaient estimées à 24,8 milliards de livres sterling (27,43 milliards d'euros ou 32,09 milliards de dollars US). En 2014, le secteur employait 41.300 travailleurs directs et le nombre d'emplois indirects était estimé à 463.900. En 2018, ce chiffre avait chuté à 30.400 emplois directs et 259.900 emplois indirects. Avec l'impact de l'épidémie de Covid-19, le nombre d'emplois directs avait encore chuté à 23.000 en mars 2020, et aucun chiffre précis n'a encore été publié sur le nombre d'emplois indirects que le pétrole écossais de la mer du Nord génère actuellement.

> La COP26 est une occasion unique de s'assurer que les objectifs de l'Écosse en matière d'émissions, qui sont les plus élevés au monde, placent la transition juste pour les travailleurs et les communautés au centre de toutes les politiques, de tous les investissements et de leur mise en œuvre.

Le gouvernement écossais doté de compétences propres (le Parlement écossais à Holyrood peut adopter des lois sur les matières décentralisées telles que l'éducation, le logement et les questions relatives à la vie quotidienne en Écosse, tandis que le Parlement britannique à Westminster peut adopter des lois sur les « *matières réservées* » d'importance nationale ou internationale, telles que les licences d'exploitation en haute mer et la fiscalité) décrit le secteur comme « *faisant partie intégrante d'une transition énergétique durable, sûre et inclusive* ». Bien que la précarité de l'emploi et les licenciements fréquents fassent partie intégrante du cycle d'expansion et de récession dans lequel se meut l'industrie, les choses ont pris une tournure dramatique cette année sous le double coup d'un prix du pétrole au plus bas depuis 20 ans et des retombées dévastatrices de la pandémie de coronavirus.

Rien qu'en mars 2020, 3.500 personnes ont perdu leur emploi dans l'industrie offshore et une enquête menée en septembre 2020 auprès de 1.383 travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière en haute mer (représentant 4,5 % de la population active actuelle) par les groupes de campagne environnementale Platform London, Greenpeace et Friends of the Earth Scotland (FoES) a révélé que, depuis mars, 42,8 % des travailleurs offshore ont été placés en chômage temporaire ou licenciés.

En avril, l'organisme professionnel du secteur, Oil and Gas UK, a averti que jusqu'à 30.000 emplois pourraient être perdus dans l'industrie au cours des 18 prochains mois. Et si, comme le prédisent certains analystes, l'effondrement de la demande en pétrole et en gaz observé cette année en raison des confinements liés au coronavirus à travers le monde devient un catalyseur du déclin définitif des industries des combustibles fossiles, alors il est temps de mettre en oeuvre les politiques sociales, environnementales et du travail qui garantiront que la transition vers les énergies renouvelables ne laisse personne pour compte.

L'activiste Gabrielle Jeliazkov, de Platform London, a été le fer de lance de l'enquête et du rapport intitulé *Offshore : Oil and gas workers' views on industry conditions and the energy transition* (« *Offshore : Avis des travailleurs du pétrole et du gaz sur les conditions de l'industrie et la transition énergétique* ») publié le 29 septembre. L'enquête a révélé que 91 % des personnes interrogées n'avaient pas entendu parler du

concept de transition juste, ce qui prouve qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant qu'il ne devienne un processus appliqué à l'ensemble de la société. Mme Jeliazkov explique toutefois à *Equal Times* que même s'ils ne connaissent pas le terme, les travailleurs sont intimement conscients de ses effets. À ce titre, toute transition véritablement juste doit être menée par les travailleurs : « *Les communautés du pétrole et du gaz doivent montrer la voie afin d'éviter de répéter la catastrophe qu'a constituée la suppression progressive du charbon. Les demandes des travailleurs doivent guider les orientations politiques, ils ont l'expérience concrète et le droit de planifier leur avenir. Rien d'autre ne pourra assurer une transition juste* ».

EMPLOIS VERTS : DES AMBITIONS AUDACIEUSES

L'un des outils les plus importants pour assurer aux travailleurs une place à la table de l'économie verte a été le Just Transition Partnership (« *Partenariat pour une transition juste* »). Formé en 2016 par le STUC et FoES ainsi que d'autres membres, dont divers syndicats et organisations environnementales écossais, le Partenariat se réunit régulièrement afin de discuter de la meilleure façon d'encadrer une transition juste dans les domaines sur lesquels il travaille, ainsi que pour faire pression sur le gouvernement écossais. Il offre également la possibilité aux organisations de discuter de leurs priorités individuelles, tout en faisant participer d'autres alliés à la discussion sur des sujets spécifiques.

En septembre 2018, grâce à la pression du Partenariat pour une transition juste, un groupe de travail national a été annoncé et chargé de conseiller sur la manière de décarboner l'économie écossaise de manière équitable. La Just Transition Commission ou JTC (« *Commission pour une transition juste* »), dirigée par le professeur Jim Skea, est composée de 12 membres issus des sciences du climat, du monde des affaires, des syndicats, du monde universitaire et de l'environnement. En prévision de la présentation de son rapport final au gouvernement écossais au début de l'année prochaine, les membres du groupe de travail se sont réunis régulièrement tout en menant des actions de sensibilisation auprès des communautés.

Le 27 février 2020, la Commission a publié un rapport intermédiaire, qui appelait le gouvernement écossais à saisir l'occasion de la COP26 pour promouvoir son approche de transition juste. Le rapport appelait également le gouvernement à prendre des mesures décisives avant la publication du rapport final. Pour le moment, Holyrood semble en tenir compte. Par exemple, dans le sillage de la pandémie de coronavirus, le gouvernement a annoncé la création d'un Low Carbon Fund (« *Fonds faibles émissions de carbone* ») de 2 milliards de livres sterling (2,21 milliards d'euros ou 2,59 milliards de dollars US) pour assurer la transition de l'Écosse vers la neutralité des émissions nettes, ainsi qu'un Green Jobs Fund (« *Fonds pour les emplois verts* ») de 100 millions de livres sterling (110,55 millions d'euros ou 129,39 millions de dollars US) destiné à créer 100.000 emplois décents au cours de la prochaine décennie.

Cependant, une réaction semble se répéter, à savoir que le gouvernement écossais va plus loin sous la pression des syndicats et de la société civile. Depuis le lancement de la Commission, le STUC et ses alliés ont réitéré l'importance d'un dialogue constructif avec les travailleurs et les syndicats. Par exemple, Platform London s'est adressé à la JTC lors d'une de ses réunions ordinaires à la fin du printemps 2020. Au sujet de cette séance, le professeur Skea a déclaré à *Equal Times* : « *L'un des messages que nous avons entendus est que les personnes qui travaillent pour l'industrie [du pétrole et du gaz] sont très désireuses de se diriger vers un monde où leur emploi est plus sûr.* »

Afin de maintenir la pression sur la Commission, Platform, Greenpeace et FoES prévoient une série d'ateliers à travers le pays pour permettre aux « *travailleurs du secteur de l'énergie de formuler des demandes politiques pour une transition qui leur soit favorable* ».

Reste désormais à savoir si ces résultats guideront les conclusions de la JTC, mais lors d'un entretien avec *Equal Times* en septembre, le professeur Skea a déclaré que la Commission « *les examinera avec beaucoup d'intérêt* ».

En tant que signataire de la COP, c'est le gouvernement britannique qui soumettra ses CPDN au processus international de négociations sur le climat, et non l'Écosse. Cependant, la Climate Change Act (la Loi écossaise sur le changement climatique) est dans les faits un engagement de l'Écosse envers les objectifs du Royaume-Uni, et en l'occurrence, elle y a fait preuve de beaucoup plus d'ambition. L'amendement de 2019 du Royaume-Uni (axé sur son objectif de 2050) à sa loi de 2008 sur le changement climatique, par exemple, ne fait pas référence à la transition juste, contrairement à celle de l'Écosse, et ce, grâce aux efforts de pression des syndicats et de la société civile. Et alors que le Royaume-Uni s'est engagé à atteindre un niveau d'émissions net nul d'ici 2050, l'Écosse a fixé dans sa législation des objectifs de réduction des émissions de 70 % à l'horizon 2030 et de zéro émission nette en 2045.

BIFAB : UNE OPPORTUNITÉ MANQUÉE, MARQUÉE PAR UN « ÉCHEC POLITIQUE »

L'Écosse a été grandement saluée pour les résultats obtenus jusqu'à présent, notamment pour le triplement de la production d'électricité renouvelable au cours de la dernière décennie. Jusqu'à présent toutefois, cette transition ne s'est pas accompagnée des emplois promis. Les données du Bureau des statistiques nationales montrent qu'en dépit des promesses initiales de 130.000 emplois à faible taux d'émission de carbone et dans le

secteur des énergies renouvelables d'ici 2020, entre 2014 et 2018, en réalité, le nombre d'emplois verts a reculé de 23.400 à 23.100.

« *En ce qui concerne la production d'électricité à partir d'énergie éolienne à terre, l'Écosse est parvenue à ses objectifs, mais les opportunités en matière de création d'emplois pour l'Écosse et la chaîne logistique du Royaume-Uni se sont avérées assez lamentables* », déclare Dave Moxham, secrétaire général adjoint du STUC. M. Moxham, qui est également membre de la Commission pour une transition juste, déclare : « *Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan de transition qui permette de concilier le déclin de la production pétrolière en mer avec la croissance exponentielle prévue de l'éolien offshore* ».

Les environnementalistes et les syndicats se sont ralliés aux entreprises écossaises dans leurs tentatives d'effectuer une transition verte, mais leurs attentes ne rencontrent pas toujours la volonté politique.

Un exemple est Burntisland Fabrications (ou BiFab), une entreprise basée dans la région de Fife, dont le coeur de métier était auparavant les superstructures des plates-formes pétrolières, mais qui fabrique désormais aussi des fondations (« *jackets* » en anglais) d'éoliennes offshore et qui s'occupe également du démantèlement de plates-formes pétrolières.

Le 21 octobre 2020, le gouvernement écossais a retiré une promesse de soutien financier de 30 millions de livres sterling à l'entreprise BiFab pour la fabrication de fondations d'éoliennes offshore, ce qui entraînera la perte de 450 emplois. Selon le gouvernement écossais, les règles de l'UE en matière d'aides d'État impliquent qu'elles ne peuvent garantir du travail pour une entreprise en particulier (selon des restrictions visant à garantir que les ressources gouvernementales ne sont pas utilisées pour fausser la concurrence entre les États membres, une question qui est devenue un point de friction majeur dans les négociations du Brexit). Les syndicats GMB et Unite unions exigent que le gouvernement rende public l'avis juridique sur lequel repose cette décision.

Le secrétaire de GMB Scotland, Gary Smith, et le secrétaire de Unite Scotland, Pat Rafferty, ont qualifié l'effondrement de BiFab « *d'échec politique* » et se sont exprimés dans une déclaration commune : « *Il semble que les ministres du gouvernement écossais aient abandonné notre meilleure chance de développer le secteur de la construction d'éolienne offshore de manière sensée. Ce faisant, ils ont anéanti les espoirs des communautés de Fife et Lewis qui comptaient en profiter* ». Fin octobre 2020, la Commission pour une transition juste, a écrit au gouvernement écossais pour qu'il fasse tout son possible afin de garantir l'avenir de BiFab.

© Shutterstock

En 2014, le secteur pétrolier et gazier écossais était pourvoyeur de 41.300 emplois directs. En raison de la pandémie Covid-19, le nombre d'emplois directs a chuté à 23.000 cette année.

Déjà menacés par une mise sous administration judiciaire fin 2017, des centaines de travailleurs de BiFab, soutenus par les syndicats Unite et GMB, avaient occupé trois sites et organisé une action de « *work-in* » avant de se rendre au Parlement écossais pour tenter de sauver quelque 1.400 emplois. En réponse à cette action, le gouvernement écossais a pris une participation dans BiFab ; mais les problèmes ont continué.

Les commandes se sont de nouveau taries en 2019, si bien que le Partenariat pour une transition juste et les mouvements sociaux associés se sont joints aux travailleurs pour d'autres manifestations, y compris devant le fournisseur d'énergie français EDF.

« *EDF allait expédier l'ensemble des 54 fondations destinées à un parc éolien offshore (situé à seulement 24 km du site de BiFab) depuis l'Indonésie.* », explique M. Stuart du STUC. Après la pression exercée par les écologistes et les syndicats, BiFab a obtenu un accord pour construire huit de ces 54 fondations. Mais cet accord s'est effondré le 21 octobre. L'avenir de l'entreprise est à nouveau entre les mains du gouvernement écossais. Les travailleurs et les communautés locales sont « absolument furieux » et ont le sentiment d'avoir été trahis.

De plus, un autre contrat, portant sur 84 fondations de turbines pour un projet de parc éolien offshore à quelques kilomètres à peine de deux autres sites de BiFab, a été remporté par une entreprise chinoise, ce qui a amené l'organisatrice de GMB Scotland, Hazel Nolan, à déclarer : « *Le fait de ne récupérer que les miettes de notre propre secteur éolien offshore est déjà une situation suffisamment déplorable, mais lorsque des contrats de fabrication d'une valeur d'un milliard de livres sterling (1,1 milliard d'euros ou 1,29 milliard de dollars US) sont entièrement réalisés à l'étranger puis expédiés dans les eaux au large de l'Écosse, vous savez que toute perspective crédible de reprise économique verte passe à la trappe* ».

Au Royaume-Uni, les syndicats veulent modifier le programme « *Contracts for Difference* », qui soutient la production d'énergie renouvelable, afin de garantir que la production locale est bien prise en compte. Les syndicats écossais connaissent la même bataille avec les énergies due Domaine Royal.

Crown Estate Scotland (« *Domaine royal en Écosse* »), une autorité dotée de compétences propres assurant la gestion des terres et mers publiques, délivrera des baux pour de nouveaux parcs éoliens offshore fin 2020 pour la première fois depuis plus de dix ans. Ceci donne une chance à l'Écosse de réaliser ses ambitions de transition juste en répondant aux recommandations du rapport du STUC intitulé *Scotland's renewable job crisis and Covid-19* (« *La crise des emplois renouvelables en Écosse et la Covid-19* »), publié en juin 2020. Ce rapport décrit comment l'expansion de l'Écosse dans le secteur des énergies renouvelables n'a jusqu'à présent pas permis de créer de nouveaux emplois. Au lieu de cela, les multinationales ont tendance à dominer le secteur écossais des énergies renouvelables, en s'appuyant sur des chaînes logistiques qui reposent sur des emplois de piètre qualité, essentiellement à l'étranger.

Le STUC continue à faire pression sur le gouvernement écossais pour qu'il utilise les pouvoirs que lui confère le Domaine royal. Grâce aux réunions avec Roseanna Cunningham, secrétaire du Cabinet chargé de l'Environnement, du Changement climatique et de la Réforme agraire, les entreprises doivent désormais rédiger une déclaration sur la chaîne logistique précisant où les pièces et composants sont fabriqués. Francis Stuart affirme cependant que ces lignes directrices doivent être renforcées et appliquées afin de garantir que la plupart d'entre eux sont fabriqués en Écosse.

RÉGLEMENTATION STRICTE ET PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

Pour Mme Jeliazkov, de Platform London, l'enquête de septembre sur les travailleurs illustre les dangers auxquels sont confrontés les travailleurs offshore. « *La récente annonce de BP concernant son intention de se tourner vers les énergies renouvelables est effrayante. La précarité, les mauvaises conditions de travail et les bas salaires suivront partout où BP ou Shell iront* ». Selon elle, une réglementation plus stricte est la condition *sine qua non* pour améliorer la situation, l'idéal étant que la propriété soit publique, une exigence à laquelle se rallient le STUC et FoES.

Mme Jeliazkov soulève aussi une autre question de réglementation : « *L'un des plus gros problèmes pour les travailleurs qui se lancent dans l'éolien offshore est de devoir recommencer les mêmes formations qu'ils ont suivies pour le pétrole offshore. Presque tous les travailleurs se demandent : "pourquoi devrais-je dépenser des milliers de livres sterling supplémentaires pour obtenir des certificats sur l'embarquement/le débarquement des bateaux ?"* ». À ce sujet, M. Stuart du STUC déclare : « *L'absence de conventions collectives sectorielles signifie que vous vous retrouvez avec des conditions et des exigences de formation différentes. Nous avons besoin d'une approche mieux planifiée et nous faisons campagne en faveur de plans sectoriels de transition juste* ». Techniquement, la négociation sectorielle est une compétence contrôlée par le Royaume-Uni, mais Francis Stuart affirme que le gouvernement écossais peut faire preuve de créativité, par exemple en ne finançant que les entreprises qui reconnaissent les conventions de négociation syndicales.

Quant à la formation, le rapport « *Offshore* » a révélé que 81,7 % des travailleurs du secteur pétrolier et gazier de la mer du Nord ont déclaré qu'ils seraient prêts à envisager un emploi ailleurs que dans ces industries, mais que s'ils avaient la possibilité de se recycler, plus de la moitié d'entre eux seraient intéressés par les énergies renouvelables et l'éolien offshore.

Une autre recommandation du rapport intermédiaire de la JTC est que toutes les initiatives de formation annoncées par le gouvernement (par exemple le plan post-coronavirus de 100 millions de livres sterling pour les jeunes [110,55 millions d'euros ou 129,39 millions de dollars US], distinct du Fonds pour les emplois verts) devraient donner la priorité aux travaux à basse et à zéro émission de carbone.

Le partenariat pour une transition juste préconise également la création d'une entreprise énergétique publique, proposition que le gouvernement écossais a acceptée pour l'horizon 2021. Toutefois, « *ils doivent faire preuve de plus d'ambition* », estime Ryan Morrison, un activiste de FoES. « *L'objectif est une entreprise de vente au détail et d'approvisionnement. Nous avons plutôt besoin d'une entreprise énergétique publique dotée d'une bonne capitalisation qui pourrait soutenir les projets d'éoliennes en mer et d'énergies renouvelables ainsi que les chaînes logistiques locales tout en réduisant les prix de l'énergie pour lutter contre les pénuries énergétiques de l'Écosse* ».

Les syndicats et les écologistes ont précisé les détails qu'ils souhaiteraient voir apparaître en parallèle des changements principaux, allant des investissements publics au contrôle public en passant par la « *re-réglementation* ». En réaction, le professeur Skea déclare que la JTC ne souhaite pas produire des recommandations « *superficielles* » de haut niveau qui ne donnent aucune orientation. « *Nous devons faire en sorte que les recommandations puissent être mises en oeuvre, mais nous reconnaissons nos limites. Nous ne pouvons pas nous impliquer dans la complexité que représente la formulation de recommandations détaillées sur la manière dont des réglementations spécifiques peuvent être structurées. Cela soulève néanmoins la question de ce qui se passera après mars 2021 [lorsque le rapport final de la JTC sera publié] et cela dépendra beaucoup du nouveau gouvernement qui sera élu l'année prochaine après les élections [écossaises de mai 2021]* ».

> Le gouvernement a annoncé la création d'un « Fonds de faibles émissions de carbone » (Low Carbon Fund) de 2 milliards de livres sterling (2,21 milliards d'euros ou 2,59 milliards de dollars US) pour assurer la transition de l'Écosse vers la neutralité des émissions nettes, ainsi qu'un « Fonds pour les emplois verts » (Green Jobs Fund) de 100 millions de livres sterling (110,55 millions d'euros ou 129,39 millions de dollars US) destiné à créer 100.000 emplois décents au cours de la prochaine décennie.

Ryan Morrison estime toutefois que ce mouvement charnière est l'occasion de faire preuve d'une grande ambition : « L'enjeu doit être une transformation industrielle massive, dans le cadre de laquelle le gouvernement aligne toutes les forces, tous les investissements et tous les pouvoirs dont il dispose pour faire avancer les choses ».

VERS UNE TRANSITION JUSTE POUR TOUT UN CHACUN

Malgré les difficultés, l'Écosse a réalisé des progrès. « *L'Écosse a étendu le concept de transition juste. Dans de nombreux pays, le débat consiste à déterminer comment se défaire du charbon. En l'occurrence, nous nous penchons plutôt sur des questions plus larges, telles que l'avenir du pétrole et du gaz, et sur l'aspect consommation de l'économie. Nous nous occupons de la modernisation des habitations, de l'investissement dans l'efficacité énergétique et de la fourniture de chaleur à faible taux d'émission de carbone pour les foyers* », explique le professeur Skea.

Le Brexit est l'une des zones d'incertitude et représente « l'épine dans le pied » de la Commission. « *De toute évidence, les implications du Brexit sont énormes* », déclare Skea, « *mais il s'apparente un peu au climat écossais et aux moustiques des Highlands [un petit insecte volant aux piqûres irritantes] : il est toujours présent en arrière-plan. Pour l'Écosse, une des grandes questions est de savoir comment les pouvoirs récupérés de Bruxelles seront redéployés et répartis entre les différentes parties du Royaume-Uni* ».

Bien que l'ambition climatique du Royaume-Uni ait été saluée (il a été la première grande économie à signer l'accord de Paris), le gouffre entre l'Écosse et Westminster ne cesse de se creuser.

Le Brexit, outre le fait qu'il ravive les appels à l'indépendance de l'Écosse, est un projet soutenu par les Anglais, centré sur Londres et financé par des négateurs du changement climatique, ainsi que par ceux qui ont des intérêts dans les soins de santé privés et les fonds spéculatifs. Bien qu'il se revendique comme un « conservateur vert », le cabinet du Premier ministre britannique Boris Johnson est peuplé de négateurs du changement climatique, alors que pendant sa campagne pour la direction du parti, il a reçu un don de 25.000 livres sterling (27.635 euros ou 32.341 dollars US) de la part d'influents climatosceptiques. Étant donné que son gouvernement s'est montré si disposé à enfreindre le droit international sur la question du Brexit, certains signes de danger laissent penser que le Royaume-Uni, dirigé par Johnson, pourrait à l'avenir abandonner ses engagements en matière de changement climatique. Les

incohérences de son approche peuvent être mises en évidence à la lumière de sa récente promesse de faire du Royaume-Uni un « *leader mondial de l'énergie éolienne propre* » à l'horizon 2030. Or, la même semaine, son gouvernement, alors qu'il en a le pouvoir, ne s'est pas opposé à une nouvelle mine de charbon profonde dans le comté de Cumbria, la première mine de ce type au Royaume-Uni depuis 30 ans.

Tous ces éléments mouvants au Royaume-Uni entraînent une grande incertitude pour l'Écosse, car son action en faveur du climat dépend de trois niveaux de compétences : l'UE, le Royaume-Uni et l'Écosse. Le gouvernement écossais, dirigé par le Parti national écossais, partisan de l'indépendance, a manifesté sa claire volonté de se démarquer de Westminster ; par exemple, dans sa gestion de l'épidemie de Covid-19.

Contrairement au Brexit, la pandémie a été au centre des travaux de la Commission, notamment de son rapport sur la Relance verte, publié en juillet 2020. Une recommandation qui y est formulée est que l'Écosse devrait dépenser les 500 millions de livres sterling (552,71 millions d'euros ou 646,82 millions de dollars US) qui ont été allouées aux transports publics, y compris l'achat de bus électriques pour la COP de Glasgow. Les règles en matière de concurrence signifient que la JTC ne peut pas émettre d'avis sur l'entreprise de construction de bus à retenir. Toutefois, Unite the Union a accueilli cette préconisation comme une bonne nouvelle potentielle pour les constructeurs de bus Alexander Dennis, basés à Falkirk, qui ont conclu un partenariat pour la construction de véhicules électriques avec BYD Europe, le leader de la mobilité verte aux Pays-Bas. L'entreprise a été contrainte de procéder à des licenciements en raison de la réduction soudaine de la demande provoquée par la crise sanitaire, mais l'obtention d'un contrat de construction de bus pour la COP pourrait lui permettre de redresser la barre.

Les investissements dans les bus électriques permettraient de soutenir des emplois depuis leur fabrication jusqu'à leur conduite. Ils pourraient encourager la transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables, car les transports constituent la principale part de l'empreinte carbone de l'Écosse. Les transports publics de qualité sont aussi le lieu où se rencontrent les justices sociale, environnementale et économique, selon Ellie Harrison. Elle est la présidente de Get Glasgow Moving (GGM), une campagne en faveur de transports publics décents dans la ville où moins de la moitié des ménages disposent d'une voiture, selon le dernier recensement.

« *Les personnes à faibles revenus, les femmes, les jeunes et les personnes âgées dépendent de manière disproportionnée des transports publics et pâtissent du terrible système de transports publics de la ville. Le problème ne se limite pas à la nature fragmentée [du système de transport] ; le coût et le manque de fiabilité des services sont également en cause. La double peine infligée aux faibles revenus est vraiment apparente* », explique Mme Harrison.

La campagne GGM se mobilise pour changer cela. Ses appels portent notamment sur la propriété et le contrôle publics comme moyen d'effectuer une transition juste des énergies fossiles vers les énergies renouvelables, avec notamment une compagnie de bus publique pour le Grand Glasgow.

« *S'ils dépensent 500 millions de livres sterling pour un parc d'autobus, ce dernier doit rester dans le giron du secteur public* », explique Mme Harrison. « *Depuis la décentralisation de compétences, l'Écosse gaspille l'argent public dans des sociétés de bus privées. Cela doit cesser. Nous devons disposer d'un contrôle complet pour mettre en place le système de transport public dont nous avons besoin afin de faire passer un grand nombre de personnes de la voiture aux transports publics avant 2030* ».

Visant plus loin, GGM, le Glasgow Trade Council et d'autres organisations, dont la Scottish Youth Climate Strike, ont formé une coalition appelée *Free Our City* (« *Libérez notre ville* ») pour réclamer la gratuité des transports publics, en se servant de la COP pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il joigne l'acte à la parole. La coalition constitue un microcosme de la façon dont la transition juste unit les luttes sociales et environnementales.

Selon Moxham, le STUC soutient la campagne GGM, décrivant la fabrication de bus, ainsi que les énergies renouvelables comme l'éolien offshore, comme emblématiques du travail décent. « *Ces deux sujets vont droit au coeur de l'approche pour une transition juste. Avec un engagement pertinent de la part du gouvernement, avec l'adhésion des syndicats et des écologistes, ils attirent l'attention sur les domaines où il existe un potentiel. Si des entreprises comme Alexander Dennis ou BiFab n'existent plus dans cinq ans, c'est que vous avez échoué. Si toutes deux sont présentes dans la transition verte, alors nous sommes sur la voie de la réussite* ».

LES SYNDICATS À UN TOURNANT DANS LA CONSTRUCTION D UNE TRANSITION JUSTE EN ARGENTINE

PAR NAZARET CASTRO

© Sub Cooperativa

Santos Guitan grimpe sur une canalisation qui traverse le champ de sa mère, Nieves Guitan. Ces canalisations, qui transportent de l'eau contenant du sel et du lithium, vont de la ville de Huáncar à celle de Susques (dans la province de Jujuy), près de Salinas Grandes. À cause de l'exploitation du lithium et des canalisations qui traversent leurs champs, certains des puits qu'ils utilisent sont devenus trop salés pour les vigognes qu'ils élèvent.

En Argentine, les syndicats doivent relever le défi qui consiste à inscrire à l'ordre du jour une transition énergétique juste intégrant la durabilité aux principes de justice sociale et environnementale.

L'Argentine aborde un tournant. L'impact de la pandémie menace d'aggraver la crise socioéconomique qui pesait déjà lourdement sur le pays et qui affecte la monnaie de plein fouet : une fois de plus, le pays se tourne vers le « *dollar bleu* »,la devise parallèle, qui s'achète déjà au double du prix officiel. On alimente ainsi le besoin impérieux de devises, qui proviennent traditionnellement de l'exploitation de ressources telles que le soja, les mines, le gaz et le pétrole.

S'il est vrai que le contexte de crise économique et monétaire complique l'inscription de la transition écologique à l'agenda politique, il est tout aussi vrai qu'une conscience socio-environnementale renouvelée émerge avec force en Argentine, imprégnant des secteurs du *péronisme* (un mouvement politique qui se développe autour de la figure de Juan Domingo Perón, dans les années 1940) et du monde syndical à un moment où l'attention

sur le changement climatique se fait pressante et, avec elle, la nécessité d'une transition socio-écologique dont l'énergie constitue l'un des piliers fondamentaux et qui passe par la décarbonation de l'économie afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

En Argentine, comme dans de nombreux autres pays, les syndicats ont inclus la nécessité d'une transition juste dans le débat. Ils soulignent que le chemin vers la durabilité ne peut être emprunté au détriment de la destruction ou de la précarité des emplois. La pression des syndicats a réussi à ce que soit introduite « *la création d'un travail décent et d'un emploi de qualité* » dans le préambule de l'Accord de Paris de 2015. La Confédération syndicale des Amériques (CSA) va plus loin. Elle précise qu'une transition juste doit garantir « *la justice sociale, l'égalité et l'équité entre les sexes, la souveraineté alimentaire et énergétique ainsi que la préservation du bien commun* ».

En vertu de la loi sur les énergies renouvelables, l'Argentine s'est fixé le défi de satisfaire 20 % des besoins énergétiques du pays avec des sources d'énergie renouvelable d'ici 2025. Le défi n'est pas des moindres dans un pays où 87 % de l'infrastructure énergétique primaire se base sur les énergies fossiles, un secteur qui génère des emplois de qualité. En 2019, le salaire de ce secteur de l'extraction atteignait 103.000 pesos bruts par mois (1.098 euros ou 1.297 dollars US), bien au-dessus du salaire moyen du secteur privé, qui se situe lui à environ 35.000 pesos bruts (373 euros ou 441 dollars US). Ce secteur dispose également de syndicats de qualité et de bonnes conventions collectives. À l'inverse, les secteurs émergents associés aux sources renouvelables créent des emplois beaucoup plus précaires.

> Les calculs montrent que 1.000 mégawatts (MW) d'énergie éolienne représentent 10.000 emplois ; mais pour que ceux-ci soient créés dans ce pays, il convient de mettre en place des politiques publiques visant à développer l'industrie nationale, grâce à des investissements et à des formations .

Au-delà de la qualité, on s'inquiète également de la quantité d'emplois. D'une part, l'idée s'est imposé que les énergies renouvelables génèrent moins d'emplois que les combustibles fossiles ; et, bien que cette idée soit erronée (les experts le confirment), les syndicalistes et les travailleurs ont des raisons de s'alarmer. « *Les calculs montrent que 1.000 mégawatts (MW) d'énergie éolienne représentent 10.000 emplois ; mais pour que ceux-ci soient créés dans ce pays, il convient de mettre en place des politiques publiques visant à développer l'industrie nationale, grâce à des investissements et à des formations* », déclare Joaquín Turco, conseiller en matière de changement climatique à la Centrale des travailleurs d'Argentine autonome (CTA-A).

D'autre part, les possibilités de reconversion, c'est-à-dire que les emplois perdus dans certains secteurs sont récupérés dans d'autres, ne se produiront pas sans une intervention adéquate de l'État, comme le suggère l'ingénieur Pablo Bertinat, du Groupe d'études critiques interdisciplinaires sur le problème énergétique (GECIPE) : « *Réfléchir à la transition implique qu'il convient de faire le distinguo entre les secteurs qui doivent disparaître, ceux qui doivent être réduits ou encore ceux qui doivent être renforcés, ainsi que la manière d'intervenir pour concilier cette trajectoire avec la justice sociale. Pour ce faire, l'État et les syndicats doivent abandonner la vision classique qui associe le travail à l'emploi et sous-évalue le travail des soins* ».

Ce n'est pas ce qui est arrivé sous le gouvernement de Mauricio Macri (2015-2019). L'énergie éolienne a fortement progressé grâce aux appels d'offres lancés dans le cadre du Plan RenovAr, un programme pour la fourniture d'électricité à partir de sources renouvelables : « *En quatre ans, la part des énergies renouvelables a été multipliée par cinq, alors que nous étions partis d'un niveau très faible, 0,6 % de l'infrastructure* », explique Enrique Maurtua, spécialiste du changement climatique à la FARN (*Fundación Ambiente y Recursos Naturales* ou fondation pour l'environnement et les ressources naturelles). Ce pari sur les énergies propres n'a toutefois pas été accompagné d'une politique de promotion du développement technologique.

En revanche, le gouvernement Macri a donné d'importants incitants aux grandes entreprises dans les processus d'appel d'offres, sans toutefois promouvoir la participation des petites initiatives locales, passant ainsi à côté des occasions qu'offrent les sources renouvelables dans la décentralisation du système énergétique.

Néanmoins, l'aspect le plus critiqué de la gestion de Macri dans le domaine de l'énergie concerne ce qu'on a appelé le « *tarifazo* » ou « *coups des tarifs* » qui a fait flamber les factures d'électricité des foyers. Celles-ci ont augmenté de 3.500 % entre 2015 et 2019 et à peine moins pour le gaz. La pauvreté énergétique, qui concerne les ménages qui consacrent plus de 10 % de leur revenu à leurs besoins énergétiques, est passée de 1 % à 20 % en quatre ans, ce qui va à l'encontre du septième Objectif de développement durable des Nations unies (ODD 7) : « *Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable* ».

FERNÁNDEZ, ENTRE PRODUCTIVISME ET CONSCIENCE ENVIRONNEMENTALE

En décembre dernier, le péronisme faisait son retour à la Maison rose (*Casa Rosada*),

siège de l'exécutif argentin, avec Alberto Fernández. Il a pris ses fonctions quelques jours avant les vacances d'été austral et la pandémie a frappé la région alors que l'année scolaire commençait à peine. Et, en plein milieu d'une quarantaine stricte, l'économie s'est arrêtée, y compris les projets de promotion des énergies renouvelables.

Au cours de ces premiers mois, la seule mesure importante a été le lancement du « *baril créole* », qui fixe un prix local pour le baril de brut. Fin août, un nouveau ministre de l'Énergie, Darío Martínez, a pris ses fonctions et le gouvernement a déterminé ses priorités : le développement de la production locale et un engagement pour un bilan commercial favorable sur le plan énergétique. Mais, jusqu'à présent, ces grandes lignes ne se sont pas accompagnées de politiques qui vont de pair avec la transition énergétique.

Il reste à voir dans quelle mesure la nécessité de se conformer à ce qui a été accordé à Paris prévaudra dans le contexte économique difficile causé par la pandémie. Le 19 novembre, plusieurs syndicats et organisations de la société civile se sont réunis avec le ministre argentin du Changement climatique. La réunion a été longue, mais a permis, entre autres, de définir les étapes à suivre et de discuter des priorités nationales pour la mise en oeuvre des Contributions déterminées au niveau national (CDN) de l'Accord de Paris, qui replacent dans le contexte national les engagements de la communauté internationale en matière de réduction des émissions de GES (dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques). Au moment de la publication de cet article, les CDN n'avaient pas encore été entièrement définies, même si leur structure l'était déjà.

Si, comme le déclare Marta Pujadas du Syndicat des travailleurs de l'industrie de la construction de la République argentine (UOCRA), une véritable transition juste suppose « *d'inclure les partenaires sociaux dans la discussion des CDN* », en réalité, cette inclusion est toujours contestée. La CTA-A a fait part au ministère du Changement climatique de son malaise quant au fait de ne pas avoir été incluse dans le processus de négociation et ce n'est qu'à la suite de cette déclaration que la centrale syndicale a été invitée à la réunion du 19. « *Je pense que la stratégie consistait à ouvrir le débat à la fin afin que le processus ne soit pas ralenti, ce qui a limité le degré d'influence que la société civile pouvait finalement avoir sur le contenu des CDN* », estime Joaquín Turco. Néanmoins, le syndicaliste est d'accord avec les lignes générales des CDN qui sont en cours de conception. Parmi les « *Principes directeurs d'une transition juste* », figurent les droits humains, l'équité intergénérationnelle, la participation publique et la fédéralisation. Nous leur avons fait savoir que pour nous, la « *sécurité alimentaire et énergétique* » doit être remplacée par la « *souveraineté alimentaire* » et la « *souveraineté énergétique* » ajoute M. Turco.

© Sub Cooperativa

Assemblée des communautés autochtones à Tusaquillas afin de discuter de l'impact de l'exploitation du lithium sur leurs territoires. Le manque d'information et les décisions prises à l'insu des principaux acteurs de ces espaces ont débouché sur cette assemblée (tenue en 2019) pour coordonner les actions.

Pour Marta Pujadas, de l'UOCRA, l'inclusion des acteurs de la société civile est essentielle pour « *garantir une véritable transition juste* ». Est-ce que ce sera possible cependant ? M. Turco se montre sceptique : « *Tout ceci n'est qu'un début et les bonnes intentions doivent être étayées par des actes.* »

LE PÉRONISME FACE À LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE

Il est vrai que, historiquement, la tradition péroniste a été sensible à la situation des travailleurs, mais elle s'est tenue à l'écart de l'activisme environnemental. « *Le péronisme a du mal à se défaire de la vision 'développementaliste' qui ne comprend pas l'importance de l'environnement* », déclare Felipe Gutiérrez Ríos, journaliste et chercheur pour l'Observatoire pétrolier austral. Un phénomène similaire se produit dans le monde des syndicats, historiquement lié au péronisme.

Mais si au sein de la CSA les idées sont très claires quant à la notion de transition énergétique et à sa nécessité dans un contexte de changement climatique accéléré, en descendant au niveau des organisations syndicales qui luttent pour leurs droits sur leurs territoires, il leur est plus difficile de placer les problèmes socio-environnementaux au rang de priorités dans leur agenda. Dans l'imaginaire des syndicats, l'écologie et l'emploi restent souvent des termes antinomiques, et s'il faut faire un choix, ils privilégient l'emploi. Joaquín Turco estime qu'il s'agit d'une fausse dichotomie : « "*Pas de travail sur une planète morte*" ; *telle est l'idée que nous tentons de faire passer. Et la transition est une affaire de vitesse : il convient de s'assurer que personne n'est laissé pour compte* ».

> Nous devons inventer des logiques de vie en dehors de la société de consommation ; ce que nous devons construire en partant d'en bas, du peuple.

Mais pour les sans-emploi et les travailleurs informels, qui n'ont pas de travail ou qui travaillent dans des conditions très précaires, il n'est pas possible de leur répondre qu'« *il n'y aura pas d'emploi sur une planète morte* ».

C'est ce qu'affirme la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA-T), qui évoque la nécessité d'inclure les populations les plus vulnérables, telles que « *les migrants, les travailleurs ruraux, les vendeurs de rue et les handicapés* » dans le projet de transition énergétique juste. Dans une déclaration officielle, la CTA-A évoque la nécessité « *d'une notion collective de transition juste, qui commence par les plus faibles et les plus marginalisés de cette société, à savoir les personnes les plus touchées par les effets du changement climatique et qui en paient le prix le plus fort sans avoir la moindre responsabilité dans l'empreinte carbone* ».

Malgré les difficultés à mettre ce thème à l'ordre du jour, les choses commencent à changer : l'expansion des mouvements populaires qui adoptent la souveraineté alimentaire comme cri de ralliement et les mobilisations massives contre les activités d'extraction (comme l'annonce de l'installation d'une mega-ferme porcine pour l'exportation vers la Chine) forcent l'insertion de revendications écologiques au sein du camp populaire, rendant leur insertion dans l'agenda d'un gouvernement péroniste inévitable. « *De nouveaux espaces de dialogue s'ouvrent. Je pense qu'il y a de la marge dans cette discussion et que ce qui se passera sera décidé, au cas par cas, dans le cadre de la dynamique du conflit* », conclut M. Gutiérrez Ríos.

Ce changement se constate dans trois documents qui sont, d'une certaine manière, liés au vaste projet de transition socio-écologique, et à l'élaboration desquels les centrales syndicales ont participé. L'un d'entre eux est le Manifeste national pour le travail, la souveraineté et la production, plus connu sous le nom de *Manifeste du 1er mai*, auquel participent la CTA-A, la CGT et une série d'organisations de la gauche politique. Le deuxième est le Plan de développement humain, élaboré conjointement par l'UOCRA et l'Union des travailleurs de l'économie populaire (UTEP), entre autres organisations.

Dans les deux cas, il s'agit de documents assez génériques qui fournissent des idées-cadres, telles que la souveraineté alimentaire et énergétique, plutôt que des propositions concrètes pour leur mise en oeuvre. Ils ont cependant le mérite d'être des exemples précurseurs de travail conjoint entre syndicats et mouvements sociaux, qui s'organisent autour d'idées liées à une transition juste, telles que la souveraineté alimentaire et énergétique.

Pour sa part, la CTA-A, l'une des centrales syndicales les plus sensibles aux revendications environnementales, a lancé un troisième projet, intitulé Souveraineté halieutique, fluviale et portuaire : « *Il s'agit d'une proposition intéressante de transition en provenance du Sud, qui permet de coordonner le port de La Plata, un chantier naval et la force syndicale au nom de la souveraineté en matière de pêche* », défend Cecilia Anigstein, docteure en sciences sociales et membre du GECIPE.

VACA MUERTA OU LA POSSIBILITÉ D'UNE TRANSITION SANS ZONES SACRIFIÉES

Dans cette querelle qui oppose « *développementalisme* » et préservation de l'environnement, le gisement de pétrole dit de Vaca Muerta apparaît comme un élément clé.

L'exploitation des réserves non conventionnelles qu'il contient, grâce à la technique controversée de la fracturation hydraulique (*fracking*), est l'un des rares paris sur lesquels Macri et Fernández sont d'accord, bien que, même en termes purement monétaires, elle ne soit pas la panacée annoncée, en raison des onéreuses subventions publiques dont elle a besoin. « *Le gouvernement péroniste privilégie davantage la création d'emplois et la dimension du développement local, mais tous deux perçoivent Vaca Muerta comme une bouée de sauvetage pouvant rapporter des devises* », résume Joaquín Turco.

Si Vaca Muerta représente le modèle « *fossiliste* » que la transition énergétique doit laisser derrière elle, les gisements de lithium du nord de l'Argentine laissent entrevoir un minéral comme central dans la transition : « *L'électrification de masse pose le défi lié à l'accumulation de l'énergie, et pour l'instant, cela passe par les batteries au lithium* », explique M. Maurtua. « *Les réserves de lithium peuvent représenter une grande opportunité si nous encourageons le développement de la technologie locale et si nous appréhendons en priorité les impacts sur les écosystèmes et les populations autochtones* », déclare Marta Pujadas pour sa part.

Néanmoins, les communautés autochtones du nord du pays ont indiqué qu'elles n'avaient pas été informées du développement de cette activité, qui sape les sources d'eau. « *La création d'emplois et de devises ne peut se faire au prix de zones sacrifiées* », conclut M. Turco.

LA TRANSITION COMME UN DÉFI DÉMOCRATIQUE ET CULTUREL

« *Les solutions magiques n'existent pas, car aucune technologie n'est inoffensive à 100 %* », estime M. Maurtua pour qui la solution ne consiste pas à électrifier le parc automobile, mais à repenser les systèmes de transport, qui sont responsables de 51 % des émissions de gaz à effet de serre en Amérique latine. De la même façon, la transition énergétique implique de repenser le système agroalimentaire, qui selon la FAO est à l'origine de 70 % de la déforestation mondiale, et de construire des logements plus performants. Le problème sous-jacent est donc d'ordre culturel : « *Il s'agit de connaître les ressources et les réserves dont nous disposons et d'adapter le modèle de développement à ces limites. Cela soulève un problème culturel : nous devons inventer des logiques de vie en dehors de la société de consommation ; ce que nous devons construire en partant d'en bas, du peuple* », explique Pablo Bertinat.

D'où une solution pour une transition juste : la capacité de décentraliser un système énergétique très concentré, centralisé et opaque et de l'ouvrir à des processus de décision participatifs, ancrés dans la réalité des territoires et fondés sur le dialogue.

Ce qui explique l'effort de certaines centrales syndicales, comme la CTA-A et la CTA-T, pour créer des liens avec le monde universitaire, les mouvements socio-environnementaux et les ONG. Des exemples de telles collaborations existent déjà, comme le Forum de souveraineté énergétique et la Table de transition de la production et de l'énergie dans la province de Río Negro.

Mais cela ne suffit pas. Les mouvements sociaux et les syndicats qui soutiennent l'idée de la transition énergétique exigent que l'État joue un rôle actif dans la mise en place d'un consensus. Parce que, comme le soutient Joaquín Turco, il ne s'agit pas là de décisions que nous pouvons laisser aux mains des technocrates : « *La transition énergétique suppose de décider dans quel but et pour qui nous produisons de l'énergie et cela doit être pensé par la société dans son ensemble, à travers des tables de négociation animées par la base. L'énergie est un bien commun, pas une marchandise, et doit donc être soumise à un contrôle social. Pour ce faire, la société doit s'emparer du dossier : les gens ne s'impliquent pas parce qu'ils pensent que l'énergie est l'affaire des experts. Et on ne peut défendre ce que l'on ne connaît pas.* »

© Sub Cooperativa

Exploitation de lithium à Salinas Grandes, sur la route nationale 52 dans la province de Jujuy.

LES SYNDICATS S'ORGANISENT POUR ACCOMPAGNER LES EFFORTS DU SÉNÉGAL VERS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

PAR MOMAR DIENG

© Sean Sprague/Alamy

Des pêcheurs Sénégalais sur leur bateau dans le port de Saint-Louis, en avril 2017.

Tiraillé entre ses engagements internationaux en faveur du climat, une volonté affichée de promouvoir des projets industriels créateurs de sources d'énergies propres et la nécessité de s'appuyer sur des industries polluantes encore dominantes, le Sénégal doit trouver un modèle de transition à la fois juste et capable de maintenir un équilibre dans sa marche vers le développement.

À Bargny, ville côtière située à une trentaine de kilomètres au sud de Dakar, la mise en service, il y a un an, d'une nouvelle centrale à charbon parrainée par le gouvernement apparait comme une incongruité au moment où le Sénégal veut s'afficher comme un pionnier dans la promotion des énergies propres et renouvelables, qui vise à porter la part de celles-ci à 30 % du mix énergétique en 2025. Le financement de la centrale de Bargny de 118 milliards de francs CFA (environ 180 millions d'euros) vient d'un consortium d'investisseurs, dont la Banque africaine de développement (BAD).

Mais le choix du charbon interroge et, sur le terrain, la centrale de Bargny suscite incompréhension et conflits. Déjà aux prises avec

une mer dont l'avancée démolit sans cesse des habitations côtières et déplace les populations, la région vit sous la hantise des impacts négatifs de cette infrastructure. Des associations locales, comme l'Association des femmes transformatrices de poissons, le Collectif « *Non à la centrale à charbon* », des conseillers municipaux et le Collectif pour la défense de l'environnement, soutenues par des partenaires étrangers comme le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire), dénoncent les « *accaparements forcés de terres* » par l'État au profit de ce projet public-privé, les déplacements de familles entières, la déstabilisation des activités des femmes transformatrices de produits halieutiques, dans cette zone où la pêche est prépondérante… Elles fustigent surtout les émissions probables de déchets et de produits polluants et leur impact sur la santé et l'environnement.

LES CENTRALES SOLAIRES SE MULTIPLIENT, LE GAZ ET LE PÉTROLE ARRIVENT

Sur le plan énergétique, le Sénégal est confronté à un choix difficile entre tirer profit de la richesse de ses ressources fossiles et démontrer un engagement pour le climat. L'exploitation de son gisement de pétrole, un des plus importants de l'ouest-africain, devrait prendre un nouvel essor, à partir de 2023, où les compagnies locales travaillent à un partenariat avec la British Petroleum (BP), tandis que les 450 milliards de m³ de gaz certifiés font espérer à l'État des revenus importants dans l'avenir. Des questions se posent déjà sur les capacités des autorités sénégalaises à anticiper et prévenir les risques inhérents à l'extraction de ces hydrocarbures *offshore*, notamment les menaces sur l'écosystème marin.

> Le gouvernement nous entend par intermittence sur les questions liées au changement climatique. Or, nous estimons que les ministères de l'Environnement et du Travail devraient aller vers une formalisation de la contribution des travailleurs pour une CDN inclusive et pertinente.

Dans le même temps, le Sénégal veut poursuivre sa transition vers les énergies renouvelables et s'emploie sans cesse à augmenter la part des énergies propres dans la consommation domestique et industrielle d'énergie en favorisant des initiatives privées aux côtés de la puissance publique. Outre le tout nouveau champ éolien de Taïba Ndiaye, situé à une centaine de kilomètres de Dakar et qui assure désormais 15 % des besoins d'électricité du Sénégal (en alimentant près de 2 millions de personnes sur 15 millions d'habitants), quatre nouvelles centrales solaires sont opérationnelles dans les localités rurales, depuis 2016. Des initiatives qui font du Sénégal un pays phare dans le domaine des énergies renouvelables en région ouest-africaine.

Car le Sénégal doit aussi respecter ses engagements internationaux, en particulier celui relatif à la réduction des gaz à effet de serre (GES). Dans le cadre de l'Accord de Paris en 2015, il a pris divers engagements dont celui de réduire, par ses propres moyens, la pollution des GES de 5 à 9 %. Mais avec l'aide espérée de la communauté internationale, cette réduction pourrait être comprise entre 17 et 27 %. Une des mesures envisagées est de mieux contrôler les émissions des infrastructures existantes. « *Les quantités de gaz à effet de serre susceptibles d'être dégagées par des infrastructures lourdes devront être mesurées et évaluées. Les normes de rejet visent à minimiser les pollutions. Cela est valable pour tous les projets industriels au Sénégal avant leur approbation par les services compétents de l'État* », explique Cheikh Ndiaye Sylla, directeur de cabinet du ministre de l'Environnement et du Développement durable.

Pour sa première Contribution déterminée au niveau national (CDN) prévue en 2023, il a été ainsi retenu que les secteurs d'activités comme l'industrie et la construction de bâtiments seraient concernés par la réduction des gaz à effet de serre. Le secteur des transports est aussi concerné. Le Sénégal va lancer en 2021 un « *train express régional* » (TER) et un BRT (Bus Rapid Transit, un système de transport de masse reliant 14 communes de la banlieue à la capitale Dakar), qui devrait permettre de réduire la pollution générée par les véhicules à moteur, grâce au report modal. Cependant, la question de l'alimentation en énergies de ces systèmes de transport se pose. Mais d'après une étude environnementale et sociale stratégique (EESS), réalisée par la Banque africaine de développement, on apprend que « *ces émissions évitées sont susceptibles d'être assorties dans une phase ultérieure à la fourniture d'énergie de traction en provenance d'une source d'énergie renouvelable* ».

LES SYNDICATS VEULENT PESER SUR LA CDN DU SÉNÉGAL

« *Le Sénégal est en train de théoriser l'ensemble de ses engagements dans sa CDN, qui reste la base de l'engagement du pays à l'effort global d'atténuation et d'adaptation* », se réjouit Babacar Sylla, chargé des questions environnementales et climatiques à la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS), la plus grande centrale syndicale du pays. Toutefois, tempère-t-il, « *il est à regretter que les mesures les plus ambitieuses contenues dans ce docu-*

© Massimo Lama

Des travailleurs agricoles récoltent des cacahuètes dans la région du delta de Siné Saloum.

ment de référence relèvent d'options conditionnelles, c'est-à-dire soumises à des financements ».

À ce niveau, la bataille est loin d'être gagnée et plusieurs acteurs comme M. Sylla regrettent que des conditionnalités de nature financière (les « options conditionnelles » que chaque pays liste dans sa CDN) fassent barrage au volontarisme qui doit animer les pouvoirs publics. Par exemple, le gouvernement sénégalais conditionne la substitution de 40 % du charbon dédié à l'autoproduction d'électricité par du gaz naturel à l'obtention de financements internationaux. C'est ce qu'il serait envisagé de faire, par exemple, pour la centrale à charbon de Bargny. Or, souligne Babacar Sylla, « *nous estimons qu'il est impératif que les centrales à charbon et à gaz soient mises à l'arrêt et que des investissements massifs soient réalisés dans les énergies renouvelables.* » Sur l'ensemble du territoire sénégalais, les centrales à charbon sont environ une dizaine dont la moitié est implantée dans la région de Dakar. Elles appartiennent toutes à la Senelec, la compagnie publique d'électricité.

Mais pour peser sur les contenus de la CDN, les syndicats ont besoin de l'attention et de l'oreille attentive des pouvoirs publics. Ce qui ne semble pas évident. « *Le gouvernement nous entend par intermittence sur les questions liées au changement climatique. Or, nous estimons que les ministères de l'Environnement et du Travail devraient aller vers une formalisation de la contribution des travailleurs pour une CDN inclusive et pertinente. Mais pour le moment, au regard de toutes nos relances à l'endroit de l'autorité, le processus d'implication des centrales syndicales n'est pas très huilé* », regrette Elimane Diouf de la Confédération des syndicats autonomes. « *En tant que CSA, nous avons saisi le ministère de l'Environnement et du développement durable et même désigné notre point focal pour installer le dialogue, car nous pensons que ce ministère est un département charnière pour l'ensemble des préoccupations liées au changement climatique et à la transition énergétique* ». L'objectif des centrales syndicales sénégalaises est d'intégrer les commissions mises en place comme membres à part entière, afin de mieux préparer la Contribution déterminée nationale du Sénégal.

Un souhait qui passe par l'instauration d'un « *vrai dialogue social* » tripartite État, patronat et syndicats, note M. Diouf. Cette nécessité est également défendue par Babacar Sylla de la CNTS : « *avec une lutte syndicale mise à rude épreuve par le dérèglement climatique (...) nous devons adopter une approche purement inclusive et basée sur le dialogue social avec nos partenaires traditionnels que sont l'État et le privé.* »

INCLURE LES TRAVAILLEURS DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pour les leaders syndicaux, les contributions attendues des centrales syndicales à la CDN seront d'autant plus fortes que les travailleurs affiliés se retrouvent à tous les échelons de l'économie nationale potentiellement impactés par le changement clima-

tique. Une présence utile dans le travail d'identification des idées à faire prévaloir auprès des autorités. Pour Elimane Diouf, les propositions peuvent ainsi être nombreuses et variées : concrétiser des projets et programmes favorisant la protection des zones côtières de Dakar à Saint-Louis contre l'érosion marine, faire en sorte que la Grande muraille verte devienne une réalité, revitaliser les vallées fossiles au profit de l'agriculture, du maraîchage, de l'élevage, de la pêche…

« *Le pays essaie, tant bien que mal, de développer des initiatives hautement salutaires dans le domaine de l'énergie avec les centrales solaires, éoliennes, l'entrée en vigueur de la loi sur le plastique, les efforts dans le volet Transport. Cependant, nous constatons que la mise en uvre de certaines de ces mesures laisse bon nombre de travailleurs en rade. Cette méthode non inclusive fausse le principe de Transition juste que la CNTS continue, elle, de promouvoir dans sa démarche* », se plaint Babacar Sylla, par ailleurs ingénieur en Aménagement urbain et Environnement.

En même temps, la CNTS s'efforce, en interne, de mettre en pratique sa vision d'une approche globale concernant les changements climatiques dans un pays comme le Sénégal. « *Nous restons convaincus que la meilleure manière d'accompagner les camarades travailleurs, c'est d'abord de les sensibiliser sur le nouvel horizon vers lequel nous nous acheminons. Ensuite, c'est leur donner la capacité de tirer pleinement de la transition énergétique avec des plans de transition qui devront prendre en compte les expériences (ou non) des uns et des autres, le critère d'ancienneté, les avantages déjà acquis, etc.* », préconise Sylla. C'est pourquoi « *la CNTS s'est inscrite dans l'anticipation afin que ses membres ne ratent pas le train de la transition énergétique.* »

À la Confédération des syndicats autonomes (CSA), la prise en charge des questions liées au changement climatique s'est traduite par la création d'un Département Environnement et Développement durable au congrès de 2016. Diverses activités ont été développées par le mouvement des jeunes et le mouvement des femmes pour « *sensibiliser les populations et les travailleurs établis au niveau de certaines zones côtières comme Mbour, Kayar, Rufisque, Bargny, Saint-Louis* », renseigne Elimane Diouf, secrétaire général de cette centrale syndicale affiliée à la Confédération syndicale internationale (CSI), tout comme la CNTS. Mais la crise sanitaire née de la Covid-19 a précipité la suspension de cette initiative. Au-delà, le défi reste immense.

> Avec une lutte syndicale mise à rude épreuve par le dérèglement climatique (…) nous devons adopter une approche purement inclusive et basée sur le dialogue social avec nos partenaires traditionnels que sont l'État et le privé.

« *Le concept de transition juste est relativement difficile à appréhender, surtout dans les entreprises où les travailleurs sont habitués à ne s'intéresser qu'au gagne-pain quotidien, à leurs revenus, au niveau de leur salaire… Mais en même temps, des travailleurs de beaucoup d'entreprises ont été familiarisés à d'autres concepts comme la qualité, la responsabilité sociétale d'entreprise, la sécurité. Cela leur a permis de regarder un peu autour d'eux pour voir comment développer des pratiques de production propres, établir des relations sociétales avec les populations de leur environnement…* », explique Elimane Diouf.

En ciblant les zones côtières, les jeunes et les femmes de la Confédération des syndicats autonomes touchent du doigt deux phénomènes majeurs : l'émigration irrégulière avec les départs de plus en plus importants de jeunes vers l'Europe à travers des embarcations de fortune et l'avancée de la mer. « *Avec le concept de transition énergétique, notre objectif est de convaincre les jeunes et les travailleurs en général que la promotion et le développement d'emplois dits 'verts' est désormais à portée de main à travers divers projets et programmes liés à l'environnement. Face à des défis qui mettent en péril nos espaces vitaux, nous essayons de leur montrer que des opportunités existent pour s'en sortir là où ils sont, dans la mesure du possible* », plaide le secrétaire général de la CSA.

Concrètement, la CSA avait initié avec des partenaires italiens des projets liés au renforcement de capacités de ses membres dans des secteurs à fort potentiel de main d'oeuvre comme l'agriculture et l'agrobusiness. Sur le terrain, cette vision se traduit en « *concertations avec les responsables des Industries chimiques du Sénégal (ICS) et avec les dirigeants de la centrale à charbon de Bargny pour les inciter à mieux prendre en compte la santé et la sécurité des travailleurs et des communautés riveraines.* » Son secrétaire général espère relancer la dynamique avec l'amélioration de la situation sanitaire liée au coronavirus.

« PARTENARIAT HISTORIQUE »

Cette volonté affichée de la CNTS de travailler avec d'autres acteurs justifie le partenariat initié avec la Fondation Friedrich Ebert (FES) à Dakar. Selon Ismaïla Diack, chargé de programme de la FES, les questions liées à la transition énergétique portent en elles la défense de principes tels que la justice sociale et l'impératif d'apporter des réponses concrètes aux populations impactées par les changements climatiques. « *Les préoccupations des jeunes et de leurs associations dans ce domaine, notamment le souci de trouver un emploi et la nécessité de protéger leur environnement immédiat, peuvent être mieux prises en compte par les pouvoirs publics. Nous les y aidons. Pour une première tâche, nous sommes focalisés sur un sujet majeur : la gouvernance littorale* », informe Ismaïla Diack.

À ce titre, la fondation allemande est partie prenante d'un groupe de travail impliquant cinq centrales syndicales sénégalaises et une vingtaine d'acteurs de l'environnement intervenant en plusieurs endroits du pays. « *Partenariat historique* ». C'est ainsi que Babacar Sylla décrit, pour sa part, la relation que la CNTS entretient avec la Fondation Friedrich Ebert. « *Sur la thématique du climat, la FES qui nous a aidés pendant toutes ces années à participer aux grands sommets et à des réunions syndicales de haut niveau a jugé nécessaire d'organiser l'action au niveau national. C'est une vision que nous saluons. Mais comme la CNTS, à elle seule, ne pourra pas y parvenir avec efficacité, nous avons pensé à diversifier les acteurs en nous ouvrant aux centrales s urs de la CSI* ».

Ces centrales syndicales sont l'UNSAS (Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal), la CNTS/FC (Confédération nationale des travailleurs du Sénégal/Forces du changement), l'UDTS (Union démocratique des travailleurs du Sénégal) et la CSA (Confédération des syndicats autonomes). Selon Babacar Sylla, c'est le secrétaire général de la CNTS, Mody Guiro, « *en tant que Président de la CSI/Afrique, qui a émis l'idée d'associer les autres centrales syndicales sénégalaises dans le renforcement des capacités et la construction des stratégies.* » L'idée de ce groupe de travail est de produire, dans les prochains mois, un document d'orientation stratégique et un plan d'action en faveur du climat et contre les impacts des changements climatiques. Et de démontrer que les syndicats accompagnent ensemble les efforts du pays pour une transition juste.

© Anton Ivanov/Alamy

Des professionnels travaillent sur une installation de panneaux photovoltaïques près de la ville de Thiès au Sénégal

Remerciements : Ce dossier spécial a été réalisé avec le soutien financier de la Fondation Friedrich-Ebert (FES), avec l'aide éditoriale de Bert de Wel de la Confédération syndicale internationale.

Equal Time, Dossier spécial No 12

Rédigé par : María José Carmona, Nazaret Castro, Momar Dieng, Akram Hosen, Matthias Raynal, Steve Rushton

Photo : Zakir Hossain Chowdhury, Roberto Marín, Matthias Raynal, Sub Cooperativa

Coordinatrices éditoriales : Tamara Gausi (anglais), Marta Checa (espagnol), Mathilde Dorcardie (français)

Assistant éditorial : Mathieu Lorriaux

Traducteurs : Louise Durkin, Brandon Johnson, Charles Katsidonis, Raquel Mora, Mohamed Oughcha, Guiomar Pérez-Rendón, Soledad Pérez, Iñigo Rodríguez-Villa

Design: xcel7 - Mise en page: Vicente Cepedal

EQUAL TIMES

http://www.equaltimes.org | info@equaltimes.org

Téléphone : +32 (0)2 224 0233 | Fax : +32 (0)2 201 5815

Boulevard du Roi Albert II, 5, Bte 1 – 1210 Bruxelles – Bruxelles